

Enquêtes sur les deux tunnels de transport de drogue entre le Maroc et l'Espagne

Silence radio du Makhzen P4



Coupe d'Algérie
2025-2026
**CRB-USMA : le choc
des références
en finale** P12

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Dimanche 26 avril 2026 / N° 1328 / PRIX 20 DA

Algérie-États-Unis

VOLONTÉ COMMUNE DE HISSER LA COOPÉRATION À UN NIVEAU SUPÉRIEUR

« À Washington, Alger demeure un partenaire fiable et un pays ami de longue date, depuis les premiers jours de l'indépendance des États-Unis ». P3



Dégradation de la situation sécuritaire au Mali

DE BAMAKO À KIDAL, LE RETOUR DE COMBATS SIMULTANÉS P16



Reprise d'activité après sinistre
**LE HCN RENFORCE LA RÉSILIENCE
NUMÉRIQUE DE SES DATA CENTERS** P5

Tourisme saharien

**Une saison 2025-2026
fructifère**

Le tourisme saharien, qu'il soit local ou international, continue d'enregistrer des chiffres éloquentes, qui attestent de plus en plus de l'engouement pour le Grand Sud. P4



RETOUR SUR LA VISITE DU PRÉSIDENT TCHADIEN EN ALGÉRIE

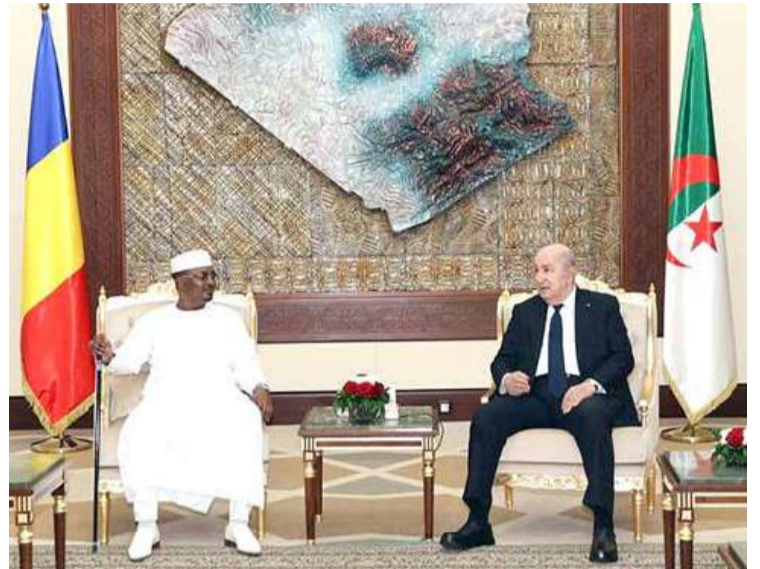
Alger et N'Djamena posent les bases d'un partenariat solide

La visite d'État du président tchadien Mohamed Idriss Déby Itno en Algérie marque un tournant dans les relations entre Alger et N'Djamena. Son entretien avec le président Abdelmadjid Tebboune a révélé une volonté partagée de hisser la coopération bilatérale au niveau souhaité. Cette orientation s'est concrétisée par la signature d'une trentaine d'accords et de mémorandums d'entente, traduisant une convergence d'intérêts de plus en plus affirmée.

Les deux chefs d'État ont insisté sur la nécessité de dépasser les déclarations d'intention pour produire des résultats concrets. La relation est ainsi pensée dans une logique d'efficacité, où chaque engagement doit se traduire par des retombées palpables pour les populations. Dans cet esprit, la coopération entre les deux pays est appelée à contribuer à la structuration d'un espace sahélo-saharien plus intégré et plus stable. Et, la tenue de la quatrième session de la commission mixte algéro-tchadienne s'inscrit dans cette dynamique de relance. Elle a permis d'actualiser le cadre juridique des relations bilatérales et de définir des axes de travail mieux adaptés aux enjeux actuels. Les accords conclus couvrent des secteurs stratégiques, en particulier l'énergie et les hydrocarbures, avec une approche qui privilégie désormais l'exploration conjointe, la transformation locale et la création de valeur sur place. Les ressources minières suivent la même logique, avec l'ambition de les convertir en véritables moteurs de développement. Les infrastructures et les transports figurent également parmi les priorités. La mise en service d'une liaison aérienne directe entre Alger et N'Djamena illustre cette volonté de rapprocher concrètement les deux économies. Dans le même temps, des

mécanismes ont été mis en place pour faciliter les échanges dans les domaines de l'industrie, de l'industrie pharmaceutique et du commerce, en levant progressivement les contraintes qui freinent les partenariats. Le Conseil d'affaires algéro-tchadien est appelé à jouer un rôle essentiel dans cette nouvelle phase, en servant d'interface entre opérateurs économiques et en favorisant l'émergence de projets d'investissement. Par ailleurs, l'Algérie a réaffirmé son engagement à accompagner le Tchad dans la formation de ses cadres, considérant le capital humain comme un levier essentiel de développement. La coopération sécuritaire constitue un autre pilier de ce rapprochement. Face aux défis persistants dans la région sahélienne, notamment le terrorisme et la criminalité transfrontalière, les deux pays ont souligné l'importance d'une coordination renforcée afin de préserver la stabilité régionale. Dans son ensemble, cette visite traduit une ambition commune : bâtir une coopération structurée, fondée sur des intérêts partagés et orientée vers des résultats durables à l'échelle du continent africain. S'exprimant à l'issue de ses entretiens avec son homologue tchadien, le président Abdelmadjid Tebboune a insisté sur la continuité de la démarche engagée. Il a déclaré

que «la volonté politique commune est de poursuivre le chemin que nous avons tracé ensemble». Il a ajouté que «cette visite a pour objectif de donner un nouvel élan à la coopération dans plusieurs secteurs, notamment l'énergie, les mines, les infrastructures, les transports, l'industrie, l'industrie pharmaceutique ainsi que les échanges commerciaux». Évoquant le rôle du secteur privé, il a précisé que «les deux parties ont convenu de dynamiser le Conseil d'affaires algéro-tchadien et de renforcer ses résultats», soulignant qu'il constitue «une passerelle essentielle pour promouvoir l'investissement et les échanges». Sur le volet de la formation, il a affirmé que «l'Algérie est disposée à former un grand nombre de cadres tchadiens et à partager son expertise dans diverses spécialités», dans une perspective de soutien au développement. Abordant la question sécuritaire, le président Tebboune a déclaré que «les défis dans la région du Sahel et du Sahara, notamment le terrorisme, nécessitent une coopération accrue», insistant sur la nécessité de consolider la stabilité régionale. Il a également évoqué la situation au Soudan, indiquant que «les répercussions humanitaires de cette crise sont importantes pour le Tchad», tout en saluant les efforts consentis pour accueillir les réfugiés.



Il a ajouté que «la communauté internationale doit assumer ses responsabilités juridiques et humanitaires». Enfin, il a estimé que «les avancées enregistrées constituent une étape importante vers la construction d'un partenariat stratégique intégré», réaffirmant l'engagement de l'Algérie à renforcer la coopération avec le Tchad. De son côté, le président Mohamed Idriss Déby Itno a mis en avant la portée stratégique de cette visite. Il a déclaré que «cette visite marque un tournant historique dans les relations entre le Tchad et l'Algérie». Il a ajouté que «notre ambition est de passer d'une amitié traditionnelle à un partenariat stratégique de nouvelle génération». Il a également rappelé la profondeur des liens entre les deux pays, affirmant qu'ils reposent sur une histoire commune et une vision partagée. Dans un contexte international marqué par les tensions, il a déclaré que «le Tchad et l'Algérie ont choisi la voie de la soli-

darité active et de l'action commune». Revenant sur la commission mixte, il a indiqué que «sa tenue, après plus d'une décennie, constitue un point de départ pour exploiter pleinement les opportunités de coopération». Le président tchadien a précisé que «les accords conclus s'articulent autour de quatre axes : la connaissance, la transformation des ressources, l'intégration économique et la sécurité», mettant en avant l'importance de l'enseignement supérieur, de l'industrialisation et de la coordination sécuritaire. Il a enfin souligné que «le message porté aujourd'hui est celui d'une Afrique qui refuse la marginalisation», citant la liaison aérienne directe entre Alger et N'Djamena comme illustration concrète. Il conclut en affirmant que «des instructions strictes ont été données pour assurer la mise en œuvre immédiate des accords», rappelant que «les peuples attendent des résultats concrets». **Y.R.**

LES DEUX PAYS PARTAGENT UNE VISION COMMUNE DE LA COOPÉRATION SUD-SUD

L'Algérie, porte d'entrée de l'Inde vers l'Afrique

L'Algérie s'impose, aux yeux de New Delhi, comme un partenaire de premier plan dans la recomposition des équilibres économiques et diplomatiques au sein du continent africain et du Sud global. C'est le message fort qu'a tenu à faire passer l'ambassadrice de l'Inde en Algérie, Swati Vijay Kulkarni, lors d'une rencontre organisée à Alger, marquée par une lecture stratégique de la relation bilatérale. La diplomate a mis en avant une convergence d'intérêts qui s'est progressivement consolidée ces dernières années, traduisant la volonté des deux pays de bâtir un partenariat élargi, fondé sur des complémentarités économiques et une vision commune du développement. Dans cette perspective, l'Algérie est perçue non seulement comme un partenaire bilatéral, mais aussi comme un acteur pivot dans la projection de l'Inde vers l'Afrique. Insistant sur les atouts structurels de l'Al-

gérie, l'ambassadrice a présenté le pays comme un point d'articulation entre plusieurs espaces économiques. Le pays constitue, selon elle, un véritable carrefour reliant l'Afrique à l'Europe, ce qui renforce son attractivité dans les stratégies d'expansion indiennes. Cette déclaration intervient à l'approche du sommet Inde-Afrique (IAFS-IV), prévu à New Delhi, du 28 au 31 mai, en coordination avec l'union africaine. L'événement, appelé à déboucher sur la « Déclaration de New Delhi », vise à redéfinir les priorités de coopération entre l'Inde et les pays africains. Dans ce cadre, la diplomate a clairement exprimé le souhait de voir l'Algérie jouer un rôle actif, à la mesure de son poids régional. Au-delà du discours institutionnel, cet intérêt traduit une reconnaissance des capacités économiques et géostratégiques de l'Algérie, considérée comme une porte d'entrée vers un marché africain en

pleine expansion. Une position qui renforce son rôle dans la structuration de partenariats à long terme entre l'Inde et le continent. Sur le plan économique, l'ambassadrice a adressé un signal explicite aux entreprises indiennes, les appelant à explorer davantage les opportunités offertes par le marché algérien. Elle a notamment insisté sur l'amélioration du climat des affaires et sur les perspectives offertes dans plusieurs secteurs en croissance. L'industrie pharmaceutique figure en tête de ces domaines d'intérêt. Déjà bien implantée en Algérie, elle connaît une dynamique soutenue, portée par l'objectif d'atteindre l'autosuffisance en médicaments et de se positionner à l'export, notamment vers les marchés africains. Cette évolution renforce l'attractivité du pays en tant que plateforme régionale. Dans ce contexte, un nouvel accord de partenariat a été signé à Alger entre le groupe public

Saidal, le laboratoire indien Oncosimis et Fabtech Technologies. Ce projet porte sur le transfert de technologies innovantes pour la production de vaccins probiotiques à usage humain et vétérinaire, une première en Algérie, illustrant la montée en gamme du partenariat industriel entre les deux pays. Au-delà du secteur pharmaceutique, la coopération algéro-indienne tend à se diversifier. Plusieurs filières stratégiques sont identifiées comme des axes prioritaires de développement, notamment les mines, le dessalement de l'eau de mer et les hydrocarbures. Dans ces domaines, les opportunités concernent aussi bien l'amont que l'aval des chaînes de valeur : pétrochimie, production d'engrais, transformation du phosphate, commercialisation du gaz naturel liquéfié ou encore développement d'infrastructures et de solutions d'ingénierie. Ces perspectives ont été récemment évoquées lors

d'échanges entre le ministre algérien de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, et la responsable indienne chargée de la coopération avec les pays du Sud, Neena Malhotra. Cette dynamique pourrait être davantage soutenue par l'appui d'instruments financiers internationaux. À cet égard, l'adhésion de l'Algérie à la New Development Bank ouvre de nouvelles perspectives pour le financement de projets structurants. L'institution, dont l'Inde est un membre fondateur, offre un cadre privilégié pour accompagner les initiatives conjointes et accélérer leur concrétisation. Dans ce contexte, la relation entre Alger et New Delhi s'inscrit dans une logique de long terme, où les dimensions économique, industrielle et géopolitique se rejoignent. Elle traduit, en filigrane, une volonté partagée de construire un partenariat équilibré, capable de s'insérer dans les grandes dynamiques de coopération Sud-Sud. **R.N.**

	Quotidien national d'information édité par la SARL ADRA COM Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zoulouache, Kouba, Alger Redaction@lexpressquotidien.dz www.lexpressquotidien.dz Tél./Fax : 028 26 99 24 Service-pub@lexpressquotidien.dz	GÉRANT : NOURDINE BRAHMI DIRECTEUR HONORAIRE: ZAHIR MEHDAOUI DIRECTEUR DE LA PUBLICATION RABAH YUCEF RABAH	«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À: L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 Email : agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz	Impression: Société d'Impression d'Alger (SIA) Diffusion: Media Distribution Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

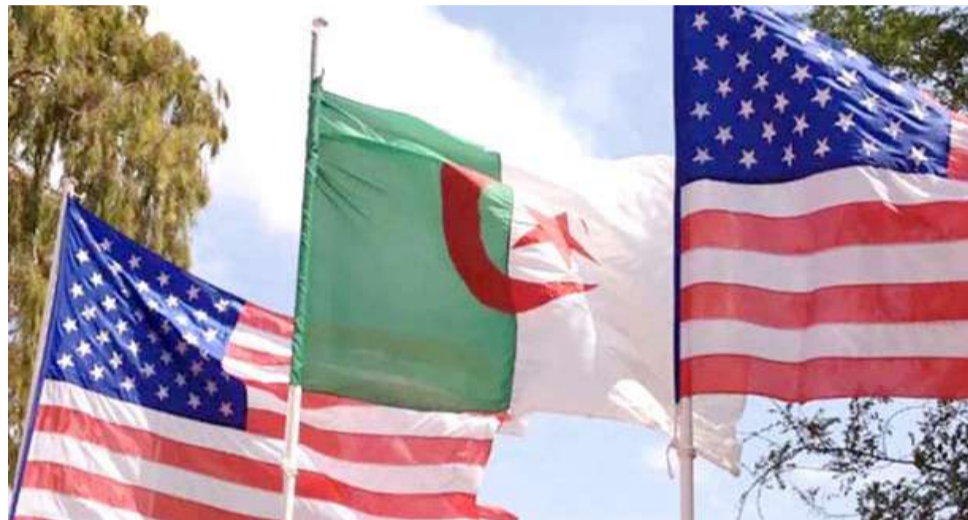
ALGÉRIE-ÉTATS-UNIS

Volonté commune de hisser la coopération à un niveau supérieur

Les relations bilatérales et économiques entre Alger et Washington restent solides et s'inscrivent dans une logique de dialogue permanent sur les questions internationales, notamment sécuritaires, ainsi que sur les dossiers géopolitiques régionaux et internationaux. C'est ce que devraient confirmer et consolider les entretiens à Alger du sous-secrétaire d'État américain Christopher Landau, lors de sa visite officielle prévue pour demain.

PAR MAHDI B.

Selon un communiqué publié vendredi par le département d'État américain, « le sous-secrétaire d'État Christopher Landau se rendra en Algérie » à partir du 27 avril. « En Algérie, le sous-secrétaire d'État rencontrera des responsables algériens afin de discuter de l'approfondissement des relations bilatérales, notamment des efforts communs visant à traiter les questions de sécurité régionale et des accords commerciaux importants conclus avec des entreprises américaines », précise la même source, ajoutant que cette visite met en relief l'engagement des États-Unis à soutenir la stabilité régionale et à étendre les partenariats économiques et stratégiques en Afrique du Nord. À Washington, Alger demeure un partenaire fiable et un pays ami de longue date, depuis les premiers jours de l'indépendance des États-Unis. Plus concrètement, l'administration américaine souhaite maintenir et développer ses relations multiformes avec l'Algérie, considérée comme un acteur pivot politique et économique, notamment dans le domaine des hydrocarbures dans la région maghrébine. Cette orientation a été réaffirmée par le chargé d'affaires américain à Alger, Mark A. Shapiro, lors de son retour en poste en mars dernier. Il avait alors exprimé la volonté de renforcer la coopération bilatérale, en particulier dans les secteurs économique, agricole, sécuritaire et culturel. Le diplomate américain, déjà en poste à Alger entre 2007 et 2009, a souligné « la profondeur des relations entre l'Algérie et les États-Unis, qui revêt une grande importance pour Washington ». Il a également insisté sur la nécessité de développer davantage la coopéra-



tion dans les domaines économique, agricole et sécuritaire. Sur le plan commercial, les échanges entre les deux pays ont atteint environ 3,5 milliards de dollars, couvrant l'agriculture, le transfert de technologies et l'agro-industrie. Plus d'une centaine d'entreprises américaines sont actives en Algérie dans des secteurs diversifiés, notamment les hydrocarbures et les technologies, confirmant la densité d'un partenariat économique durable. Le volet sécuritaire demeure également central, notamment dans la région sahélo-saharienne et maghrébine, où les deux pays partagent des préoccupations communes, en particulier face aux enjeux liés à la stabilité régionale et à la lutte contre le terrorisme. Par ailleurs, la question du Sahara occidental continue de constituer un dossier sensible dans les discussions internationales, les États-Unis réaf-

firmant leur attachement aux cadres onusiens de règlement des conflits. Fin janvier, le secrétaire d'État américain Marco Rubio avait échangé avec le ministre algérien des Affaires étrangères Ahmed Attaf. Les deux parties avaient alors salué « la dynamique positive enregistrée par les relations algéro-américaines » et convenu de renforcer la coopération dans des secteurs prioritaires tels que la défense, l'énergie, l'agriculture, ainsi que la science et la technologie. Ces échanges s'inscrivent dans une continuité diplomatique marquée par une volonté partagée de maintenir des canaux de dialogue réguliers et une coopération multiforme entre Alger et Washington. La visite de Christopher Landau à Alger participe ainsi de cette dynamique, confirmant l'ancrage d'un partenariat appelé à se renforcer dans plusieurs domaines stratégiques. ■

EN VISITE À ALGER

Le Medef tente de relancer le dialogue économique

PAR NASSIM TERKI

En pleine crispation politique entre Alger et Paris, le président du Medef, Patrick Martin, effectue une visite en Algérie avec l'objectif affiché de « réchauffer les relations ». Une initiative portée par les milieux d'affaires, alors que la France voit son influence reculer face à d'autres partenaires déjà bien implantés. Le président du Medef, Patrick Martin, est arrivé à Alger jeudi 23 avril dans le cadre d'une visite annoncée depuis plusieurs semaines. Ce déplacement intervient dans un contexte marqué par des tensions politiques persistantes entre l'Algérie et la France, ayant fini par impacter les relations économiques entre les deux pays. Dès son arrivée, le représentant du patronat français a affiché ses intentions, affirmant vouloir contribuer à « réchauffer les relations » bilatérales. « Je crois profondément en la diplomatie économique », a-t-il déclaré, posant ainsi le cadre d'une démarche qu'il souhaite pragmatique et orientée vers les intérêts communs. La veille, sur les ondes de Radio Classique, il avait déjà développé cette approche, décrivant une diplomatie « moins grandiloquente, moins spectaculaire, moins visible d'ailleurs », mais qu'il juge utile dans le contexte actuel. Il a ajouté que « s'il est possible, à travers le monde des affaires, de contribuer à détendre les relations, cela serait positif », rappelant que l'Algérie constitue un partenaire important pour l'économie française. Le programme de cette visite prévoit plusieurs rencontres avec des entreprises françaises implantées en Algérie, ainsi qu'avec le patronat national à travers le Conseil du renouveau économique algérien. Des échanges sont également attendus avec des opérateurs économiques binationaux qui assurent le lien entre les deux pays. Contrairement à certain-



nes informations relayées, le déplacement s'effectue en comité restreint. Yannick Morillon accompagne notamment Patrick Martin et assure la coordination des rencontres avec les partenaires institutionnels et économiques. Cette visite s'inscrit dans une dynamique amorcée ces derniers mois. En janvier, Ségolène Royal, présidente de l'Association d'amitié France-Algérie, avait souligné le retard pris par la France dans ses relations avec l'Algérie, avertissant que « l'Algérie ne va pas attendre la France ». Elle avait également évoqué la nécessité d'une implication du Medef pour renouer le dialogue. Au-delà de l'aspect diplomatique, ce déplacement traduit une prise de conscience côté français face à l'évolution des rapports économiques. L'Algérie a consolidé ses positions en diversifiant ses partenariats, tandis que d'autres pays européens, notamment l'Italie et l'Espagne, renforcent leur présence, en particulier dans le secteur énergétique. Le président du Medef a d'ailleurs reconnu que cette dynamique concurrentielle s'observe clairement sur le marché algérien. Dans ce contexte, le responsable patronal a indiqué que le Medef entend

« jouer son rôle en contribuant à renouer une relation plus apaisée », soulignant l'importance de maintenir des échanges avec des partenaires proches géographiquement et économiquement. Les relations entre Alger et Paris se sont fortement dégradées depuis 2024, notamment après la position française sur la question du Sahara occidental. Face à cette situation, l'Algérie a réaffirmé sa souveraineté dans ses choix stratégiques et renforcé ses alliances, ce qui lui confère aujourd'hui une position plus équilibrée dans ses relations internationales. Dans un contexte politique français marqué par des tensions internes et une instrumentalisation croissante des relations avec l'Algérie, notamment à l'approche des échéances électorales, ce déplacement apparaît comme une tentative de rééquilibrage portée par les milieux économiques. La visite de Patrick Martin, qui se poursuit jusqu'à dimanche avec une conférence de presse attendue, intervient ainsi à un moment où l'Algérie consolide sa position régionale et internationale, forte de ses atouts énergétiques et de sa politique de diversification des partenariats. ■

Éditorial L'EXPRESS

DES RELATIONS DE CONFIANCE

PAR MAHREZ Z

La visite prochaine en Algérie du vice-secrétaire d'État américain, Christopher Landau, traduit la volonté commune de dynamiser les échanges économiques et de consolider la coopération bilatérale. Le haut responsable américain rencontrera, lors de son séjour prévu du 27 avril au 1er mai, des responsables algériens afin d'évoquer l'approfondissement des relations bilatérales, notamment les efforts conjoints déployés pour répondre aux enjeux de sécurité régionale ainsi que les accords commerciaux conclus avec des entreprises américaines, indique un communiqué du Département d'État des États-Unis. En prélude à cette visite, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Lounès Magramane, avait reçu la semaine dernière le chargé d'affaires par intérim de l'ambassade des États-Unis en Algérie, Mark A. Shapiro. La rencontre a été l'occasion de passer en revue l'état des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays dans leurs différentes dimensions, ainsi que les moyens de contribuer conjointement à leur promotion. Elle a également permis d'échanger des vues sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Dans ce contexte, Washington affiche sa volonté de développer ses partenariats commerciaux en Algérie, en encourageant l'implication de ses entreprises dans plusieurs secteurs stratégiques, au-delà du seul domaine énergétique. Cette dynamique est notamment illustrée, dans le secteur agricole, par l'intérêt croissant manifesté par les opérateurs américains pour les opportunités d'investissement en Algérie, en particulier dans les filières de production agricole et agro-industrielle. Cet intérêt s'inscrit dans une logique de diversification des échanges économiques entre les deux pays, qui tendent à s'étendre au-delà des hydrocarbures vers des secteurs productifs. L'agriculture apparaît ainsi comme un axe porteur, combinant investissements étrangers, transfert de savoir-faire et création d'emplois. Longtemps dominées par l'énergie, les relations économiques entre les deux pays s'inscrivent désormais dans une stratégie de coopération touchant plusieurs domaines, en droite ligne de la volonté des pouvoirs publics de diversifier l'économie et de l'intérêt croissant des États-Unis pour de nouveaux investissements en Afrique du Nord. Parallèlement, d'autres secteurs sont concernés par cette nouvelle dynamique, notamment les mines, l'industrie et le secteur pharmaceutique. Cette orientation ouvre la voie à un partenariat plus diversifié, fondé non seulement sur les ressources naturelles, mais aussi sur le potentiel industriel et humain, en vue d'échanges plus équilibrés et plus durables.

Enquêtes sur les deux tunnels de transport de drogue entre le Maroc et l'Espagne Silence radio du Makhzen

Les enquêtes sur les deux tunnels de transport de drogue, découverts respectivement en 2025 et 2026 dans une zone sous surveillance constante des autorités marocaines, se heurtent au «silence» du Makhzen, déplore le quotidien espagnol «The Objective», affirmant que le royaume a ignoré toutes les commissions rogatoires adressées par les autorités espagnoles pour savoir où débouchent ces tunnels. Citant des sources judiciaires, le journal espagnol affirme que «les deux enquêtes se heurtent à un obstacle commun : le silence du Maroc». Selon The Objective, le royaume «n'a pas répondu aux commissions rogatoires adressées par l'Espagne, qui demande des éclaircissements sur le fonctionnement précis des tunnels de drogue».

Dans le cas du premier tunnel découvert en 2025, ce quotidien indique que la juge Maria Tardon, de l'Audience nationale, le haut tribunal de Madrid chargé du crime organisé, «a formulé plusieurs demandes d'entraide judiciaire auprès de Rabat, sans succès».

Aujourd'hui, avec la découverte du second tunnel, ces mêmes sources prévoient «le même manque de coopération».

Le journal espagnol explique le refus de collaboration des autorités marocaines par l'emplacement du point de départ de ce tunnel.

«L'entrée du dernier tunnel souterrain fait face à une base militaire qui, en principe, devrait être sous surveillance constante des autorités du pays voisin (le Maroc). Cette zone est censée être contrôlée par l'armée, mais – d'après l'enquête de la Police nationale – elle n'a posé aucun problème à l'organisation criminelle, l'une des plus puissantes opérant en Espagne : des tonnes et des tonnes de haschisch y ont transité pendant des années», souligne The Objective. Ce journal rappelle, à ce titre, que l'entrée du premier tunnel de drogue découvert, en 2025, par la Garde civile espagnole, «se trouvait également dans la même zone militaire».

«A l'époque, la police marocaine avait identifié plusieurs individus impliqués dans la construction et l'agrandissement du tunnel, qui devaient être arrêtés "prochainement". Cela ne s'est jamais produit», regrette le quotidien espagnol. Il ajoute que, depuis, «l'enquête se heurte à d'importantes difficultés de collaboration avec les autorités» marocaines.

Fin mars dernier, un vaste tunnel pour acheminer de la drogue a été découvert entre le Maroc et l'Espagne. Les policiers ont trouvé l'un des accès à un vaste réseau, caché derrière un immense réfrigérateur insonorisé. Construit sur trois niveaux, le tunnel est équipé de rails, de wagons, de poulies et même d'une chambre intermédiaire. «C'est un tunnel de drogue très bien construit et parfaitement équipé, spécialement conçu pour le trafic de haschisch», avait déclaré Antonio Martinez Duarte, de l'unité antidrogue à Ceuta (Espagne).

Au total, 27 personnes ont été arrêtées. La région, plaque tournante du trafic de drogue, a connu d'autres épisodes similaires. En 2025, un tunnel identique avait déjà été découvert. Il acheminait de la drogue entre le Maroc et l'Espagne.

ELLE A ÉTÉ PUBLIÉE AU JO

Entrée en vigueur de la nouvelle loi organique sur les partis politiques

Le paysage politique national entre dans une nouvelle ère avec la promulgation de la loi organique n° 26-08 relative aux partis politiques, publiée au Journal officiel jeudi passé.

PAR BOUALEM B.

Cette loi fixe désormais les règles strictes de création, d'organisation et de fonctionnement des formations politiques, tout en précisant les obligations et les interdits qui leur sont imposés. Désormais, tout parti politique agréé devra exercer ses activités « dans le cadre des dispositions constitutionnelles, du caractère démocratique et républicain de l'État », précise l'article 4 du texte. Mais c'est surtout l'article 5 qui marque une rupture en imposant aux partis le respect des « constantes de la Nation », à savoir l'Islam, l'Arabité et l'Amazighité, l'histoire de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954, l'unité nationale, l'intégrité territoriale, ainsi que les symboles et intérêts de l'État. Un article qui rappelle, en quelque sorte, les principes fondateurs de l'État, et que tous les partis, quelle que soit leur obédience ou leur idéologie, sont tenus de respecter. Par ailleurs, les partis sont tenus de promouvoir les libertés individuelles et collectives, de rejeter la violence et le discours de haine, et de s'abstenir de toute propagande dans les lieux de culte et les établissements éducatifs. « Les partis doivent adopter le pluralisme politique, l'alternance pacifi-



que au pouvoir, et s'interdire toute forme de violence, de discours de haine ou d'utilisation des lieux de culte à des fins partisans », souligne en effet le texte. La nouvelle loi introduit aussi des mécanismes de contrôle et de sanction. Le ministère de l'Intérieur se voit ainsi attribuer le pouvoir de suspendre les activités d'un parti en cas de violation des dispositions constitutionnelles ou légales. Le ministère de l'Intérieur peut désormais suspendre les activi-

tés d'un parti en cas de « violation des dispositions constitutionnelles ou légales », de « non-exercice des activités organiques », ou encore de « conflit interne entravant son fonctionnement ». La dissolution, elle, peut être demandée par voie judiciaire si un parti exerce des activités contraires à la Constitution, ne présente pas de candidats à deux élections consécutives, ou ne respecte pas les mises en demeure. Un autre aspect notable concerne les partis

déjà agréés. Ceux-ci disposent d'un délai de six mois pour se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions, sous peine de dissolution. Les partis en situation régulière doivent quant à eux adapter leurs statuts lors de leur prochain congrès. Pour le gouvernement, cette loi vise à « encadrer la vie partisane et garantir la transparence ». Mais certains observateurs y voient une volonté de contrôle administratif accru sur le paysage politique. ■

Le FFS anime une rencontre à Tigzirt

Le Premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a animé, hier, une rencontre avec les militants du parti à Tigzirt (Tizi-Ouzou). Lors de cette rencontre tenue à la salle de cinéma «Mizrana», M. Aouchiche a abordé plusieurs questions d'actualité dont la participation du FFS aux élections législatives du 2 juillet. Dans son allocution, il a rappelé que la participation du FFS à ce rendez-vous électoral vise à «réhabiliter l'action politique en

instaurant une pratique politique responsable et engagée». Il a évoqué, au passage, l'importance des prochaines législatives dans la consolidation démocratique et pour «rassembler les Algériens autour d'un véritable projet national». Dans le même sillage, M. Aouchiche a indiqué que le FFS continue à œuvrer en faveur d'un «consensus national» pour ancrer «les valeurs démocratiques et sociales dans le cadre d'un Etat de droit et de justice sociale».



TOURISME SAHARIEN

Une saison 2025-2026 fructifère

Le nombre de touristes ayant visité les wilayas du Sud, entre janvier et décembre 2025, atteint environ 750.000, dont près de 65.000 touristes étrangers, selon la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi.

Quant à la saison 2025-2026, s'étalant d'octobre 2025 à avril 2026, elle a enregistré près de 470.000 touristes, dont environ 47.000 étrangers, selon Mme Meddahi qui préside, samedi à Alger, une rencontre d'évaluation de la saison de tourisme saharien 2025-2026.

Réception de 21 projets établissements en 2026

Cette réunion regroupe les directeurs du secteur de plusieurs wilayas du Sud et elle est consacrée à la présentation du bilan d'activité et à l'évaluation des indicateurs enregistrés, dans un contexte de dynamique ascendante. S'agissant des infrastructures, la ministre fait savoir que « le parc hôtelier des wilayas du Sud compte 258 établissements, offrant une capacité d'accueil de 20.000 lits, avec l'entrée en service de

plusieurs nouveaux établissements en 2025, en sus de la réception prévue de 21 projets en 2026 et de 27 autres en cours de réalisation avec un taux d'avancement dépassant 80% ».

12 projets d'investissement dans l'artisanat

Dans le cadre du renforcement des capacités de l'offre touristique, Mme Meddahi fait également état de l'intégration d'un nombre de projets touristiques récupérés au titre des biens confisqués dans le parc du Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT), notamment au niveau des wilayas d'Adrar et d'Ouargla, outre un projet de village touristique relevant de l'Office national du tourisme (ONAT) à Timimoun, dont la réception est prévue en 2026.

Concernant l'artisanat, la ministre fait état de l'enregistrement de 12 projets d'investissement dans huit (8) wilayas au titre de la loi de finances 2026, destinés à la réalisation de maisons, centres, et galeries d'artisanat dans plusieurs wilayas du sud. Mme Meddahi souligne que ces indicateurs confir-

ment « la dynamique ascendante que connaît le secteur » grâce à « l'amélioration du climat d'investissement, pour lequel l'Etat a mis en place toutes les incitations nécessaires », réitérant la disposition de son secteur à accompagner tous les investisseurs.

Convention de partenariat entre le Groupe HTT et Mobilis

Par ailleurs, cette rencontre s'est déroulée en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, qui a coprésidé avec Mme Meddahi la cérémonie de signature d'une convention de partenariat entre le Groupe HTT, et l'opérateur de téléphonie mobile Mobilis, en vue de renforcer la performance numérique au sein des établissements hôteliers relevant du groupe.

Les deux ministres procèdent également à la remise des premiers diplômes au profit de plusieurs guides touristiques agréés issus des différentes wilayas du pays, dans une démarche visant à encadrer cette activité sur le plan professionnel, et à améliorer la qualité des services touristiques. **R. N.**

REPRISE D'ACTIVITÉ APRÈS SINISTRE

Le HCN renforce la résilience numérique de ses data centers

« Le patrimoine numérique n'est pas moins important qu'un patrimoine matériel. C'est dans ce sens que le Haut commissariat à la numérisation, HCN, poursuit ses efforts pour atteindre le leadership continental en matière de transformation numérique. Cette institution a lancé un appel d'offre pour l'étude, la réalisation, l'équipement et la mise en service d'un Centre de données national de reprise d'activité après sinistre (DR) des deux centres de données d'Alger et de Blida. Selon des acteurs de l'écosystème numérique, l'Algérie dispose du triptyque essentiel à sa souveraineté numérique, à savoir, l'infrastructure, la compétence et la juridiction. L'heure est à l'action », estiment des acteurs numériques.

PAR MERIEM KACI

Aujourd'hui, la data est l'un des actifs les plus cruciaux d'une entreprise. Et l'accès des entreprises technologiques étrangères à des données précieuses des utilisateurs, expose les gouvernements et les citoyens d'un pays à des vulnérabilités en matière de données et de sécurité nationale. Consciente de cet enjeu, l'Algérie a mis en place un arsenal juridique rigoureux, illustré par les lois 18-07 relative à la protection des données à caractère personnel et 25-11 relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel, qui renforce le cadre de confidentialité, la sécurité des données, et imposant des obligations plus strictes en matière de conformité pour les organismes publics et privés pour encadrer ce secteur vital.

« La data est le nouveau pétrole de 2026 », estime Fayçal Tlilani, président de l'Association nationale de la promotion du numérique en Algérie (ANAPNA). Consciente que la maîtrise de cette ressource est devenue un pilier de la souveraineté économique et numérique, l'Algérie a accéléré la mise en place d'un environnement capable de traiter et de sécuriser ses données sur son propre territoire. Ainsi, l'État investit massivement dans la construction de Data centers locaux, garantissant ainsi une maîtrise totale de son patrimoine numérique.

Et au-delà de ces investissements étatiques stratégiques, en particulier la réalisation de deux Data centers géants à Alger et à Lakhdaria, l'Algérie dispose d'un écosystème dynamique de prestataires locaux. Ces acteurs algériens sont sortis du stade de consommateur du digital à un producteur du service numérique. Les opérateurs proposent déjà des solutions à l'image du Cloud souverain, et des services GPU qui permettent de louer à la demande la puissance de calcul de processeurs graphiques (GPU) hautes performances.

Sauf que la réussite de cette transformation ne dépend pas d'un acteur unique, mais de l'équilibre entre institutions, entreprises, start-ups, experts et organisations professionnelles. L'enjeu n'est plus dans la transformation, mais plutôt à réussir cette transformation ensemble, « car notre responsabilité est collective », a indiqué dernièrement, El Hachemi Benali, président du Groupement des acteurs algériens du numérique (GAAN). Selon lui, la transformation numérique est un « enjeu transversal qui impacte chaque secteur, chaque entreprise et répond aux attentes quotidiennes des citoyens ». Ce dernier est persuadé que la qualité de cette synergie sera « le véritable facteur de différenciation ». Partenaire engagé au service de l'écosystème, le groupement se tient prêt à accompagner les projets structurants, rappelant que le numérique est désormais « un levier de souveraineté, un facteur de compétitivité et un accélérateur de croissance ».

Cette quête de souveraineté passe impérativement par la protection des données et le choix de partenaires fiables opérant sous l'égide de la législation nationale. C'est précisément dans cette optique que le HCN a lancé un appel d'offres stratégique pour l'étude, la réalisation et la mise en service d'un Centre de données national de reprise d'activité après sinistre (Disaster Recovery ; DR) des deux centres de données d'Alger et de Blida. « Un DR est un dispositif qui garantit la résilience de l'infrastructure et permet de basculer instantanément les opérations, assurant ainsi une disponibilité ininterrompue des services », explique le président de l'ANAPNA. L'opérateur russe « Security Code », spécialiste de la cybersécurité et de la protection des infrastructures numériques, qui a pris à l'ICT Africa Summit qui s'est tenu du 21 au 23 du mois courant à Alger a manifesté son intérêt pour l'appel d'offres du HCN et la mise en œuvre d'une réplique du système numérique pour palier à un éventuel sinistre. Déjà implanté en Égypte, le grou-



pe ambitionne d'étendre sa présence en Afrique en nouant des partenariats avec des institutions publiques et privées en Algérie. Selon son représentant, Dmitrii Shabanov, l'opérateur jouit d'une position de leader dans son pays d'origine, où il détient 60 % de parts de marché.

Renforcer la résilience face aux cyberattaques

L'année 2026 a été marquée par la découverte de « CamelClone », une vaste campagne de cyberattaques qui aurait ciblé des institutions gouvernementales, militaires et diplomatiques à travers plusieurs pays, dont l'Algérie. Utilisant des techniques sophistiquées de phishing et de manipulation de clics, cette opération vise prioritairement l'exfiltration de données stratégiques hautement sensibles. Cependant, précise M. Tlilani, l'existence de telles menaces ne doit pas être interprétée comme un « signe de vulnérabilité technologique », car les cyberattaques constituent aujourd'hui « un défi mondial qui n'épargne aucune nation. Et l'Algérie ne peut faire une exception face à ces menaces mondiales », poursuit notre interlocuteur. Bien au contraire, loin d'être passive

face à ces enjeux, « l'Algérie renforce activement sa résilience pour protéger ses systèmes d'information », insiste M. Tlilani. Sous l'impulsion de l'État et grâce à l'expertise de spécialistes nationaux, une stratégie rigoureuse a été déployée, articulée autour du Référentiel national de sécurité des systèmes d'information (RNSI). Ce cadre normatif impose une mise en conformité stricte à l'ensemble des entreprises et institutions du pays, marquant un engagement ferme pour une « cyberdéfense solide et pérenne », ajoute le président de l'ANAPNA. Cette protection technique s'inscrit dans une vision plus large : celle de la souveraineté numérique. En plaçant l'indépendance technologique et la sécurisation des données au cœur de ses priorités, l'Algérie mobilise l'ensemble des acteurs déjà alignés autour de la Stratégie Nationale de Numérisation 2025-2030 déployée par le HCN. « Une stratégie qui va donner un autre visage de l'Algérie moderne », selon Tlilani.

Aller vers une formation de masse

Le pays est sorti du statut de consommateur du digital à un producteur.

Avec les investissements et compétences nationales, le pays fait certes ses premiers pas dans le numérique. « Mais des pas de géant », se réjouit Fayçal Tlilani. Pour lui, « L'Algérie possède désormais le triptyque essentiel à sa souveraineté numérique : l'infrastructure, la compétence et la juridiction. L'heure est à l'action », estime le président de l'ANAPNA.

La souveraineté numérique est une décision politique majeure. « Grâce à nos étudiants, nos experts et nos produits nationaux, nous transformons cette volonté politique en réalité concrète. Mais l'ambition est de monter en puissance », estime un membre du GAAN. « Nous devons continuer à former nos talents et accroître notre maîtrise technologique », dit-il. Cette volonté de perfectionnement s'appuie sur un socle déjà existant, puisque l'Algérie dispose d'un solide réseau d'universités, de grandes écoles et de centres de formation professionnelle. Cependant, ce réservoir de compétences fait face à une problématique complexe : le défi mondial de la rétention des talents. « Former une élite technologique est une étape cruciale, mais la préserver au sein de l'écosystème national reste l'enjeu majeur pour pérenniser cette souveraineté », avait indiqué à l'Express, Mohamed Amine Bouabid, chef du département des entreprises des systèmes répartis au CERIST.

Pour faire face à ce phénomène, il faut stimuler la croissance continentale, chaque État se doit de garantir aux ingénieurs et experts une rémunération attractive ainsi qu'un écosystème propice à l'innovation et développement local. Actuellement, révèle M. Bouabid, « nous avons au moins 10 000 étudiants en cours de formation dans le domaine du numérique sans avoir aucune garantie pour les retenir », regrette-t-il. Pour y remédier, « nous pouvons focaliser notre stratégie sur la formation de masse afin de garantir les ressources nécessaires au fonctionnement de nos services », suggère M. Bouabid. ■

Pour leur rôle dans la numérisation du secteur Aït Messaoudene honore des ingénieurs en informatique



Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, a présidé une cérémonie de

distinction en l'honneur d'une élite d'ingénieurs en informatique relevant du secteur à travers

l'ensemble du territoire national, en reconnaissance de leurs efforts remarquables dans le développement de plateformes numériques spécialisées qui seront mises en service prochainement, a indiqué hier, un communiqué du ministère. La cérémonie, tenue au siège du ministère en présence des cadres de l'administration centrale, vise à mettre en exergue la contribution des ingénieurs en informatique du secteur, avec un haut niveau de compétence, « à la conception et à la réalisation de solutions numériques innovantes, qui

permettront d'améliorer la qualité des services de santé et de renforcer la prise en charge des patients, notamment à travers le développement du dossier électronique », précise la même source. A cette occasion, le ministre a salué, dans une allocution, « le rôle vital des ingénieurs en informatique dans l'accompagnement du processus de numérisation du secteur de la santé », soulignant que « les plateformes numériques développées reflètent l'esprit d'innovation des compétences algériennes ».

Energie

Transfert officiel de propriété d'Electro-Industrie à Sonelgaz

C'est désormais officiel. Le groupe Sonelgaz a annoncé l'acquisition à 100 % de l'entreprise Electro-industries (ENEL) d'Azazga. Cette opération stratégique, annoncée en décembre 2025, effective depuis le 22 avril 2026, vise à renforcer la production locale de transformateurs et de moteurs électriques, réduire les importations et soutenir l'expansion de Sonelgaz sur le marché africain.



FATIHA AMALOU.

«Le mercredi 22 avril 2026, la propriété d'Electro-Industrie, entreprise d'Azazga spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de transformateurs de distribution et de moteurs électriques, a été officiellement transférée au Groupe Sonelgaz», indique un communiqué de sonelgaz. Le Directeur Général par intérim de Sonelgaz, M. Rachid Abdessamad, a présidé la cérémonie de transfert, en présence du Président-Directeur Général d'ELAC Algérie, M. Mustapha Ferfara, du Secrétaire Général de la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie Électricité et du Gaz, M. Mohamed Abdel Fattah Oulad Noui, de plusieurs dirigeants des deux entreprises et d'un représentant des travailleurs d'Electro-Industrie. Cette décision fait suite aux directives du Ministre de l'Énergie et des Énergies Renouvelables, Dr Mou-

rad Adjal, lors de sa visite de travail à Tizi Ouzou en décembre dernier. Ces directives imposent notamment la finalisation des procédures de transfert de propriété au cours du premier trimestre 2026. Le Ministre a souligné que cette décision avait été prise par les pouvoirs publics sur proposition du Groupe Sonelgaz» ajoute le groupe dans son communiqué. Le Ministre avait précédemment indiqué que cette décision « arrive à point nommé pour renforcer la vision stratégique des pouvoirs publics dans le secteur de l'énergie, qui ambitionne de conquérir les marchés internationaux, notamment le continent africain ». Dans son allocution, le Directeur Général par intérim de Sonelgaz s'est félicité de cette avancée significative, affirmant qu'elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives des plus hautes autorités du pays visant à soutenir la production nationale et à accroître le taux d'intégration locale. Il a ajouté qu'elle renforce également la capacité du Groupe à répondre à la demande nationale et complète le programme du Président, notam-

ment en matière de raccordement des zones isolées, des zones industrielles et des investissements agricoles, ainsi que d'amélioration de la qualité des services publics. De son côté, le PDG du Groupe Elec Algeria a exprimé sa gratitude pour le soutien apporté à Electro-Industrie Azazga, réaffirmant l'engagement de son groupe à poursuivre ses efforts pour répondre aux attentes de Sonelgaz et des citoyens. Dans le même esprit, le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de l'électricité et du gaz, Mohamed Abdelfettah Oulad Noui, a salué cette décision, la qualifiant d'« étape stratégique qui renforcera la position de l'industrie électrique nationale, préservera les emplois et offrira de nouvelles perspectives aux travailleurs en matière de formation et de développement des compétences ». L'intégration d'Electro-Industrie au sein du groupe Sonelgaz constitue un atout majeur pour l'intégration industrielle et contribuera à la capacité de l'Algérie d'atteindre l'autosuffisance et d'accéder sereinement aux marchés africains.

R.E.

INTÉRÊT D'ADJAL POUR LA COOPÉRATION AVEC LA VTB

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a reçu jeudi une délégation de responsables de la société Verrerie Technique de Blida (VTB-Blida), spécialisée dans la production d'isolateurs en verre trempé destinés aux réseaux de transport et de distribution d'électricité, conduite par son directeur général, Mohamed Rendja, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère en présence de ses cadres, intervient en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à soutenir et à accompagner les fabricants et les investisseurs locaux, précise le communiqué. A cette occasion, M. Adjal a exprimé son intérêt pour la coopération avec la société VTB, soulignant la nécessité d'accélérer la cadence de la réalisation du projet de coopération entre Sonelgaz et la société, dont la première étape de ce projet consistera en la qualification des équipements de la VTB par Sonelgaz-Services. Le ministre a souligné que l'objectif du secteur ne se limite pas à assurer l'autosuffisance du marché national, mais vise également à faciliter l'accès du produit algérien aux marchés africains, notamment suite à la création de la société «Sonelgaz internationale», devant renforcer la part de l'Algérie sur le marché africain en accompagnant les entreprises publiques et privées dans leur accès à ces marchés connaissant une forte demande en équipements et services énergétiques. Il a réaffirmé l'engagement du ministère à soutenir et à accompagner le produit local et les fabricants nationaux, précisant que les portes du ministère demeurent ouvertes aux investisseurs privés fiables, sur lesquels nous comptons pour accroître la valeur des exportations algériennes et renforcer le Trésor public en devises. Le ministre a affirmé que le secteur de l'Énergie et des Énergies renouvelables, demeure ouvert à tous les fabricants et les investisseurs sérieux pour contribuer à la dynamique économique et de développement national. De son côté, M. Rendja a exprimé la satisfaction de sa société quant au programme du ministère en faveur de l'investissement privé, soulignant son intérêt au renforcement de sa coopération avec le secteur, notamment à travers le groupe Sonelgaz.

R.E.

Industrie

La nécessité de relancer le tissu industriel soulignée

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a présidé, jeudi dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, une cérémonie d'inauguration de deux unités industrielles situées dans les communes d'Ain M'lila et d'Ouled Gacem, selon l'APS. Effectuant une visite d'inspection et de travail dans cette wilaya, le ministre, accompagné du wali, Benabdallah Chaib Eddour, et des autorités locales civiles et militaires, a inauguré, dans la commune d'Ain M'lila, une usine de fabrication de filtres à air pour véhicules destinée à produire plus de 2,5 millions d'unités par an. M. Yahia Bachir a également inauguré, dans la commune d'Ouled Gacem, une unité de fabrication et d'assemblage de pièces de rechange et d'accessoires automobiles, produisant annuellement 600.000 pièces et employant 44 travailleurs. Insistant, sur place, sur la « nécessité de respecter les normes de qualité, d'effectuer des études de marché et d'envisager des exportations », le ministre

a réaffirmé son soutien à l'investissement industriel local. Le ministre a également inspecté, au cours de cette visite, une entreprise de fabrication de batteries pour véhicules située à Ain M'lila, dont la capacité de production annuelle atteint le million d'unités, ainsi qu'une usine de fabrication de radiateurs pour moteurs de véhicules située dans la même commune. Le ministre de l'Industrie devait poursuivre sa visite dans la wilaya d'Oum El Bouaghi en inspectant, dans la commune de Meskiana une unité de lavage et de peignage. Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a souligné la nécessité de relancer le tissu industriel et de renforcer la production nationale. Le ministre a rappelé, dans une déclaration à la presse, en clôture de sa visite de travail dans cette wilaya, « la stratégie nationale visant à soutenir l'industrie et à encourager la sous-traitance et l'intégration locale ».

R.E.

Port d'Alger

RÉCEPTION D'UNE IMPORTANTE CARGAISON DE MOUTONS IMPORTÉS

Le navire «Freedom», transportant une importante cargaison de moutons importés destinés à l'approvisionnement du marché national en prévision de l'Aïd El Adha, a accosté jeudi au port d'Alger, indique un communiqué de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL). Cette mesure s'inscrit dans le cadre des efforts de l'État afin d'assurer la disponibilité des bêtes de sacrifice sur le marché national, en application des orientations du président de la République, visant à réguler l'approvisionnement, précise le communiqué. L'opération relève également des dispositions organisationnelles prises conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, pour garantir la réception des cargaisons dans des conditions optimales. A cet effet, tous les moyens humains et logistiques ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement des opérations de déchargement, selon les normes en vigueur au sein des infrastructures portuaires, souligne la même source. L'opération s'est déroulée dans le cadre d'une coordination étroite entre les différents services concernés, notamment les autorités vétérinaires compétentes, qui ont entamé immédiatement les contrôles sanitaires afin de s'assurer de la salubrité du cheptel et du respect des normes d'importation adoptées, conclut le communiqué.

R.E.

Port d'Alger

La compagnie maritime espagnole Balearia veut renforcer sa présence en Algérie

Le renforcement de la coopération entre l'Entreprise Portuaire d'Alger (EPAL) et la compagnie maritime espagnole Balearia s'inscrit dans une stratégie globale de modernisation et de digitalisation des infrastructures portuaires algériennes, visant à améliorer l'efficacité opérationnelle et à booster les exportations hors hydrocarbures.



FATIHA A.

«**C**onformément aux directives du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à renforcer la coopération bilatérale entre les ports algériens et leurs homologues étrangers et à développer des partenariats stratégiques dans le secteur du transport maritime, l'Entreprise portuaire d'Alger a reçu une délégation de la compagnie maritime espagnole Balearia le jeudi 23 avril 2026. La délégation espagnole a été accueillie dans le salon VIP du terminal passagers par le directeur général de l'Entreprise portuaire d'Alger, M. Abdelhamid Boualem, et son équipe», indique l'EPAL dans un communiqué pu-

blié sur sa page officielle facebook. Selon la même source, le directeur général a ouvert la réunion par un discours de bienvenue à M. Jorge Basol, directeur général de la compagnie maritime espagnole Balearia, et à sa délégation, à l'occasion du dixième anniversaire de l'entreprise. Une présentation vidéo a été projetée, mettant en lumière les capacités techniques et organisationnelles du port d'Alger ainsi que les services et les capacités logistiques de pointe qu'il offre pour accueillir diverses opérations maritimes. De son côté, la délégation espagnole a exprimé son intérêt pour le renforcement de sa présence en Algérie par l'expansion de son réseau de transport maritime et l'amélioration des services existants, ce qui contribuerait à dynamiser le trafic maritime, à accroître la compétitivité du port et à répondre aux attentes des passagers et des parte-

naires du secteur. Cette visite a permis un échange de vues sur les perspectives d'expansion des activités de l'entreprise espagnole dans les ports algériens et de renforcement des liens entre l'Algérie et l'Espagne, notamment durant la saison estivale. «La délégation espagnole a également visité les principales installations portuaires, notamment ses bureaux situés au terminal maritime et au terminal véhicules, où elle a pu observer l'organisation du travail et la qualité des services. Cette visite s'inscrit dans le cadre du partenariat visant à développer les activités de l'entreprise espagnole dans les ports algériens et à renforcer le rôle du port d'Alger en tant que plateforme logistique performante au service du transport maritime international», conclut le communiqué.

F.A.

Projet Baladna de production de lait

Signature du deuxième lot de contrats de réalisation

Le deuxième lot de contrats de réalisation du projet agricole et industriel de la société «Baladna Algérie» pour la production de lait en poudre, principalement dans la wilaya d'Adrar, a été signé jeudi à Alger avec des partenaires algériens et étrangers dans les domaines des services et de fourniture de vaches, pour un montant global dépassant les 635 millions de dollars, selon l'APS.

La cérémonie de signature, qui s'est déroulée au Centre international des conférences (CIC) «Abdelatif-Rahal», a été présidée par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, en présence de représentants de la société «Baladna», de l'ambassadeur du Qatar en Algérie, M. Abdelaziz Ali Al-Naama, ainsi que des représentants de sociétés algériennes et étrangères. Ce deuxième lot de contrats permettra de procéder à la constitution du cheptel, de couvrir les travaux de génie civil, de réaliser une centrale à béton et des infrastructures d'hébergement, ainsi que de lancer le programme d'importation des vaches laitières.

Dans une allocution à cette occasion, M. El-Mahdi Oualid a souligné l'importance de ce projet ambitieux, l'un des plus grands projets de production de lait en poudre sur le continent africain, indiquant qu'il ouvrira «de larges perspectives et encouragera fortement l'investissement dans les wilayas du Sud», d'autant plus qu'il constitue un modèle unique au monde de transformation de terres désertiques en fermes et unités de production agricole. De son côté, l'ambassadeur de l'Etat du Qatar a précisé que la réalisation du projet se fera dans les délais convenus et selon des «étapes étudiées», soulignant que le projet incarne «la vision éclairée des dirigeants des deux pays». Pour sa part, le président du Conseil d'administration de «Baladna Algérie», Ali Al-Ali, a indiqué que le projet enregistre «un progrès tangible» dans sa réalisation, grâce à l'exécution du premier lot de contrats signés en juillet 2025. De son côté, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekache, a estimé que la signature du deuxième lot de contrats reflète «un passage effectif de la phase de

planification à la phase d'exécution et confirme le sérieux des différents partenaires ainsi que leur engagement à réussir ce projet conformément aux objectifs fixés», ajoutant que l'Agence est prête à mettre à la disposition des opérateurs économiques et des start-up les opportunités de sous-traitance offertes dans le cadre de ce projet. Dans une déclaration à l'APS, le directeur général du Fonds national d'investissement (FNI), Salah Labani, a salué la forte participation locale dans ce lot, qui a fait l'objet de la signature de contrats avec sept (07) entreprises algériennes, dont la Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB), filiale du groupe Sonatrach, qui sera chargée de l'aménagement des principales infrastructures destinées à l'élevage de vaches laitières, qui seront conçues pour accueillir 33250 vaches. Il a précisé aussi que les contrats signés avec les sociétés algériennes «permettront d'économiser des devises et de stimuler la production nationale, considérée comme un pilier du développement de l'économie nationale.

R.E.

Lutte contre le blanchiment d'argent

Renforcement de la coopération entre la COSOB et le CMF tunisien

A Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) et le Conseil du marché financier (CMF) de Tunisie ont procédé à la signature d'une feuille de route visant à renforcer la coopération bilatérale en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, a indiqué jeudi un communiqué de la Commission, selon l'APS.

Le document paraphé s'articule autour de l'activation de la clause relative à la coopération dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent, issue du mémorandum d'entente conclu en 2015 entre les deux parties, précise la même source.

La cérémonie de signature est intervenue en marge des travaux de la 20ème réunion annuelle du Conseil de l'Union des autorités arabes des valeurs mobilières dans sa session ordinaire, présidée mercredi à Tunis par le président de la COSOB, M. Youcef Bouzenada.

Cette session a été marquée par le passage de la présidence tournante à la Tunisie pour l'exercice 2026-2027, après que l'Algérie ait assuré la présidence de l'Union pour la période 2025-2026.

Lors de cette réunion, plusieurs thèmes portant sur le renforcement de la coopération arabe commune ainsi que l'appui à la transparence et à la gouvernance des marchés financiers arabes ont été abordés, outre l'adoption du plan stratégique de l'Union pour la période 2026-2030.

Fondée en 2007, l'Union des autorités arabes des valeurs mobilières est une organisation régionale à but non lucratif regroupant 16 Etats arabes, représentés par les autorités de régulation des marchés financiers.

L'Union œuvre à la coordination des efforts entre ses membres et à l'amélioration de l'efficacité des marchés financiers arabes à travers l'échange d'expertises et l'organisation de l'action commune, en tenant une réunion annuelle dédiée à l'examen des principaux développements, à l'évaluation des performances et à la définition des orientations futures.

R.E.

TOUGGOURT

Plusieurs opérations de maintenance des ouvrages électriques

Une série d'opérations de maintenance des ouvrages électriques sont en cours à travers la wilaya de Touggourt, dans le cadre d'un programme proactif visant à renforcer le réseau d'électricité en prévision de la prochaine saison estivale, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Menées par les équipes techniques de Sonelgaz, ces opérations ont donné lieu notamment à la réhabilitation et à la remise en état de plus de 1.320 transformateurs électriques, de 778 km de réseau, de centres de transformation de moyenne tension (MT), en plus de la modernisation de certaines installations et de l'augmentation de la puissance de transformateurs électriques, a expliqué la chargée de communication, Mounia Bada. Ces travaux ont également permis, depuis le début 2026, l'installation de sept (7) transformateurs, de cinq (5) départs de basse tension (BT) d'une longueur supérieure à 1,5 km, ainsi que la maintenance d'un centre de transformation 30/200 kilovolts dans la commune d'El-Hadjira et la réalisation de trois (3) liaisons reliant, sur 1 km, les départs électriques de MT aux communes de Témacine et El-Hadjira, selon la même source.

Ce programme a pour objectif d'assurer la continuité du service et la satisfaction de la demande croissante en énergie électrique en été, a-t-on indiqué.

IN-GUEZZAM

Vers la réalisation d'une centrale électrique de 8 mégawatts

La wilaya d'In-Guezzam a bénéficié d'un projet de réalisation d'une nouvelle centrale électrique d'une puissance de 8 mégawatts (MW), dans le cadre du plan d'action 2026-2030, a-t-on appris auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Doté d'une enveloppe de plus de 2 milliards de DA, ce projet livrable courant 2027, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer la qualité de l'approvisionnement en électricité et à garantir la continuité du service au profit de plus de 7.000 clients, a précisé la même source.

La wilaya d'In-Guezzam, qui dispose actuellement d'une capacité globale de production électrique estimée à 37 MW répartie entre une centrale à turbines à gaz de 34 MW et une installation diesel de 3,4 MW, s'engage à se tourner vers le renforcement de l'énergie propre à travers des stations mixtes (photovoltaïque/diesel) de 9 MW, selon les données de la direction de distribution. S'agissant des projets de raccordement au réseau d'électricité, pas moins de 680 nouveaux logements et 53 exploitations agricoles ont bénéficié de cette énergie vitale au cours de l'année dernière, a-t-on ajouté. Ces projets s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour assurer la continuité du service, contribuant ainsi au développement socio-économique de cette wilaya de l'extrême Sud du pays.

El-Oued**Généralisation du goutte à goutte pour optimiser l'utilisation de l'eau**

Les participants à une journée de sensibilisation et d'information sur l'économie de l'eau en agriculture organisée, jeudi à El-Oued, ont mis l'accent sur la nécessité de généraliser la technique d'irrigation goutte à goutte afin d'optimiser l'utilisation de l'eau.



Intervenant lors d'une journée de sensibilisation et d'information sur l'économie de l'eau en agriculture organisée, jeudi à El-Oued, le directeur de l'agence du bassin hydrographique (ABH-Sahara), sise à Ouargla, Mohamed Samir Belghouth, a souligné que la mise en œuvre de la stratégie de rationalisation de l'eau dans l'agriculture, ne pourra se faire qu'à travers l'adoption de techniques modernes d'irrigation, telles que le goutte à goutte, qui contribuera à la préservation des ressources hydriques et à l'amélioration du rendement des cultures. Il a, par ailleurs, mis avant l'importance de se tourner vers les ressources hydriques non-conventionnelles, notamment les eaux usées traitées, précisant que cela constitue un choix

pratique et durable susceptible de réduire la pression sur les eaux souterraines et de les préserver pour les générations futures.

De son côté, l'expert en agronomie saharienne Dr Ahmed Allali (Université d'El-Oued), a mis en exergue, dans son intervention intitulée "La maîtrise des nouvelles techniques d'irrigation agricole pour une production abondante", les avantages du système goutte à goutte, considéré, selon lui, comme l'une des techniques d'irrigation les plus efficaces par rapport à celle de pivots. Le même expert a saisi cette occasion pour exhorter les agriculteurs à adopter la technique d'irrigation goutte à goutte dans leurs exploitations, affirmant que des expériences de terrain ont prouvé son efficacité, non seulement en matière de préservation des ressources en eau,

mais aussi d'amélioration de la qualité de la production agricole. Pour sa part, le représentant de la direction locale des services agricoles (DSA), l'agronome Abdeldjebbar Belgat, a passé en revue les méthodes de contrôle et d'optimisation de l'utilisation des équipements de pompage d'eau, afin de garantir que leur capacité soit adaptée aux périmètres agricoles, contribuant ainsi à l'augmentation de la production. Initiée par l'ABH-Sahara en coordination avec la chambre d'agriculture et l'école supérieure d'agriculture saharienne de la wilaya d'El-Oued, cette rencontre s'est déroulée en présence d'enseignants-chercheurs, de cadres relevant des secteurs de l'agriculture et de l'hydraulique, ainsi que de professionnels.

SIDI BEL-ABBES**200 unités industrielles raccordées à l'électricité et au gaz**

La Direction de distribution de Sonelgaz à Sidi Bel-Abbes a achevé les travaux de raccordement de 200 unités industrielles aux réseaux d'électricité et de gaz au niveau de quatre zones d'activités de la wilaya, dans le but de soutenir l'investissement local et de dynamiser l'économie régionale, a-t-on appris jeudi auprès de l'entreprise. La chargée de l'information et de la communication, Fouzia Saboundji, a précisé que cette opération a concerné les zones d'activités de Belarbi, Tilmouni, El Bouaïch et Ettabia, à travers la réalisation d'importantes infrastructures éner-

gétiques, comprenant plus de 9 km de lignes électriques et près de 5,6 km de réseaux de gaz. Dans le détail, la zone de Tilmouni a bénéficié du raccordement de 71 unités, suivie d'El Bouaïch avec 60 unités, de Belarbi avec 46 unités et d'Ettabia avec 23 unités industrielles. Cette réalisation s'inscrit, selon la même source, dans la stratégie visant à promouvoir les zones d'activités en tant que leviers du développement local, en favorisant l'implantation des petites et moyennes entreprises (PME) et la création d'emplois durables. Par ailleurs, Mme Saboundji a indiqué que le raccordement de la zone indus-

trielle de Ras El Ma est en phase finale, dans l'attente de la mise en service du transformateur électrique. Elle a également rappelé que les travaux de raccordement de l'extension de la zone industrielle de Sidi Bel-Abbes ont été achevés au cours des dernières semaines.

Il est à noter que la wilaya de Sidi Bel-Abbes affiche des taux de couverture énergétique élevés, atteignant 97 % pour le gaz naturel et près de 99 % pour l'électricité, contribuant ainsi à l'amélioration du cadre de vie des citoyens et au développement du tissu industriel et agricole de la région.

Mila**12 nouveaux établissements scolaires pour les trois paliers de l'enseignement**

Le secteur de l'éducation a bénéficié, dans la wilaya de Mila, au titre de l'exercice 2026, de projets portant sur la réalisation de 12 nouvelles infrastructures éducatives scolaires pour les 3 paliers de l'enseignement, a-t-on indiqué, jeudi, à la direction du secteur. M. Mohamed Baouche, cadre au service de programmation et de suivi de cette direction, a précisé qu'il s'agit de 3 lycées dans les communes de Tadjenanet, d'Ain Beida Ahriche et de Chelghoum-Laïd, et de 4 collèges d'enseigne-

ment moyen (CEM) dans les communes de Tadjenanet, d'Ain Melouk, d'Ahmed-Rachedi et de M'chira.

S'agissant du cycle primaire, le même cadre a fait état de la réalisation de 5 groupes scolaires dans les communes de Ferdjioua, de Yahia Beni Guecha, de Chelghoum-Laïd et de Minar Zarza. En plus de la construction de nouvelles structures, il est prévu, selon la même source, des travaux d'agrandissement d'un certain nombre d'établissements qui donneront lieu à la réalisation de 32

classes d'extension dans plusieurs structures éducatives connaissant des problèmes de surcharge des classes. Des cantines scolaires, des terrains de sport, des salles d'éducation physique et sportive, ainsi que des unités de dépistage et de suivi (UDS) seront également réalisés dans plusieurs établissements, selon M. Baouche. Les services concernés s'emploient à l'heure actuelle à finaliser les formalités administratives d'usage en vue du lancement des travaux dans les meilleurs délais possibles, a-t-on conclu.

Des cheveux aux solutions écologiques

Une ressource insoupçonnée

Transformer un déchet du quotidien en outil durable : l'utilisation des cheveux humains illustre le potentiel de l'économie circulaire pour économiser l'eau, protéger les sols et dépolluer les milieux aquatiques.



PAR AMEL B

La transformation des cheveux humains en ressource écologique est une technique innovante qui s'inscrit dans une logique d'économie circulaire. Plutôt que d'être jetés ou incinérés, les cheveux deviennent une matière première valorisable dans différents domaines environnementaux. Grâce à leur composition riche en kératine, les cheveux possèdent des propriétés naturelles intéressantes, notamment leur capacité à absorber certains polluants et à retenir l'humidité. Ces caractéristiques permettent de les utiliser sous forme de tapis, de tissus ou de filtres écolo-

giques.

Dans l'agriculture, cette technique consiste à intégrer des fibres capillaires dans des matériaux biodégradables déposés sur le sol. Cela permet de limiter l'évaporation de l'eau, d'améliorer l'irrigation et de rendre les cultures plus résistantes aux périodes de sécheresse. Dans les milieux aquatiques, les cheveux peuvent être utilisés comme filtres pour capter des substances polluantes, en particulier les hydrocarbures. Placés sous forme de barrières ou de dispositifs flottants, ils contribuent à la dépollution des eaux tout en restant une solution naturelle et peu coûteuse.

Au-delà de ses applications, cette approche présente plusieurs avantages environnementaux : réduction des déchets, baisse des émissions

liées à leur traitement et meilleure utilisation des ressources naturelles. Elle illustre ainsi comment des matériaux simples et abondants peuvent être intégrés dans des solutions durables.

Cependant, comme toute innovation, cette technique doit encore être développée et adaptée à grande échelle. Son efficacité peut varier selon les contextes, et sa mise en œuvre nécessite une organisation adaptée pour la collecte et le traitement des cheveux. Dans l'ensemble, l'utilisation des cheveux humains comme ressource écologique représente une piste prometteuse pour répondre aux défis environnementaux actuels, en combinant simplicité, recyclage et innovation.

A.B

La «blousa» oranaise

Entre héritage ancestral et ambition universelle

Au cœur d'Oran, là où les embruns marins se mêlent aux échos de l'histoire, la «blousa» oranaise s'impose comme l'un des emblèmes les plus raffinés du patrimoine culturel algérien. Bien plus qu'un simple vêtement, elle incarne un récit vivant, tissé de traditions, d'influences multiples et d'une identité profondément enracinée dans l'ouest du pays.

Véritable œuvre d'art textile, la «blousa» oranaise séduit par la richesse de ses couleurs et la finesse de ses broderies. Chaque pièce raconte une histoire unique, façonnée par le savoir-faire minutieux d'artisans passionnés. Parmi ces artisans, il y a lieu de citer la marque les sœurs Keddar Fatima, Rabia et Zahira qui se sont illustrées par leur capacité à conjuguer authenticité et modernité, insufflant un nouveau souffle à cet héritage.

Dès l'entrée de leur atelier à Oran, le visiteur est plongé dans un univers où se côtoient tradition et création contemporaine. Des modèles anciens, parfois âgés de plus de 80 ans, y sont exposés, témoignant de la richesse et de la continuité de cet art. Fatima Keddar, l'aînée, évoque avec émotion les débuts de cette aventure née d'une passion d'enfance pour la couture. Aux côtés de sa sœur Rabia, elle s'initie très tôt au tricot et à la

broderie avant de perfectionner son art dans un centre de formation professionnelle. Depuis plus de 35 ans, ces sœurs revisitent la «blousa» oranaise dans toutes ses déclinaisons : traditionnelle, moderne ou hybride.

Un patrimoine vivant en constante évolution = La «blousa» oranaise possède une forte dimension sociale et symbolique. Elle accompagne les moments marquants de la vie, du quotidien aux grandes cérémonies. Ses déclinaisons sont multiples : la sobre «blousa El Ouqar», la confortable «blousa de maison», la prestigieuse «blousa El Korsi» réservée aux mariées, ou encore la somptueuse «blousa Ez-Zaïm». Cette dernière, confectionnée dans des tissus nobles et richement brodée, peut nécessiter jusqu'à un mois de travail, sa valeur variant selon le statut social et la complexité de sa réalisation.

Loin de rester figée, cette tradition a su évoluer avec son temps. Les artisans intègrent désormais des touches contemporaines, jouant avec les matières velours, soie, fils d'or et adaptant les coupes aux goûts actuels, sans jamais trahir l'essence du vêtement. Pour sa part, Rabia Keddar observe un regain d'intérêt notable pour la «blousa» oranaise. Après une période de recul face à d'autres tenues traditionnelles, elle revient aujourd'hui en force lors des mariages et

cérémonies. La demande s'étend au-delà des frontières nationales, portée par la diaspora algérienne et un public étranger de plus en plus sensible à la richesse de la culture algérienne.

Cet engouement croissant encourage les artisans à innover tout en maintenant des standards de qualité élevés. Rabia Keddar met toutefois en garde contre la prolifération de copies qui dénaturent l'authenticité de ce patrimoine.

Zahira Keddar, en charge du marketing, précise que les prix varient entre 20.000 et 250.000 dinars, selon les matériaux et la complexité des broderies. La marque reste fidèle à son exigence : proposer des créations d'une qualité irréprochable. Dans cette dynamique, les efforts de l'État pour protéger et valoriser ce patrimoine se renforcent, notamment à travers le dépôt du dossier de classement de la «blousa» oranaise au patrimoine mondial de l'UNESCO. Une démarche essentielle pour affirmer son identité algérienne et assurer son rayonnement à l'échelle internationale. Ainsi, la «blousa» oranaise transcende sa fonction première pour devenir un symbole d'histoire, d'identité et de créativité. Sa transmission aux générations futures repose sur un équilibre précieux entre préservation des traditions et ouverture à l'innovation, garantissant la pérennité de ce joyau du patrimoine algérien.

Gestion des déchets

Un partenariat pour booster la recherche scientifique

La Direction de l'environnement de la wilaya de Sidi Bel-Abbes a procédé à la signature d'une convention de partenariat avec l'Institut des sciences agronomiques de l'université Djillali-Liabès et le Centre d'enfouissement technique (CET). Cet accord vise à dynamiser la coopération entre l'université et le secteur environnemental pour la valorisation des déchets et la promotion de l'économie circulaire, a-t-on appris, jeudi, auprès de ladite direction.

La directrice de l'environnement, Safia Djaber, a précisé que cette convention technico-scientifique, signée mercredi, s'inscrit dans la stratégie de l'État pour développer des solutions innovantes en matière de gestion des déchets, soutenir la recherche scientifique appliquée sur le terrain, optimiser les techniques de tri et améliorer la qualité des matériaux recyclables pour les intégrer au circuit économique. De son côté, la directrice de l'Institut des sciences agronomiques, Khaleli Amina, a souligné la portée pédagogique de cette alliance, affirmant que ce partenariat permettra d'offrir aux étudiants et chercheurs un accès direct aux réalités techniques et opérationnelles, orienter les projets de recherche vers les problématiques réelles rencontrées par le secteur et former des experts capables d'innover dans le compostage organique et la gestion des espaces verts. «Le but est de transformer les défis environnementaux en opportunités économiques réelles grâce à l'innovation académique», a-t-elle fait observer.

En marge de la signature de la convention, un exposé technique a été présenté par un responsable du CET sur les mécanismes de tri manuel et automatisé, mettant en avant l'importance des technologies modernes pour accroître l'efficacité de la récupération des matières premières. La journée a également été marquée par une visite de terrain au profit des étudiants de l'institut. Ces derniers ont pu inspecter les installations du CET, notamment la station de traitement des lixiviats et l'unité de compostage organique. Les signataires ont conclu que cette convention représente un jalon essentiel vers le développement durable de la wilaya, visant à réduire l'empreinte environnementale tout en créant de la valeur ajoutée à travers les déchets.

NÉPAL

UN GROS BLOC DE GLACE MENACE DE RETARDER LES ASCENSIONS VERS L'EVEREST

L'accès au sommet du mont Everest est bloqué par un gros bloc de glace qui menace de retarder le début des tentatives d'ascension vers le plus haut sommet du monde, ont annoncé vendredi les grimpeurs en charge de sa préparation. Comme avant chaque saison, une équipe de ceux que l'on appelle les « experts de la cascade de glace » est à pied d'œuvre depuis la mi-mars pour équiper les pentes du toit du monde des cordes, pitons et échelles nécessaires aux alpinistes. Mais leur progression est bloquée depuis deux semaines par la présence d'un sérac - un bloc de glace géant - dans la redoutée cascade de glace de Khumbu, qui ouvre la voie népalaise vers le sommet himalayen.

PAKISTAN

L'ARMÉE ANNONCE AVOIR ÉLIMINÉ 22 HOMMES ARMÉS

Les forces pakistanaises ont annoncé vendredi avoir éliminé 22 hommes armés au cours d'affrontements dans le nord-ouest du pays cette semaine. Mardi, « une opération militaire conjointe » menée par les forces de sécurité pakistanaises et des agences du gouvernement a donné lieu à « un échange de tirs intense » au cours duquel « 22 hommes armés ont été tués », a précisé l'armée dans un communiqué. Un enfant de dix ans a été tué pendant cet échange de tirs dans le district de Khyber (nord-ouest), a déploré l'armée.

ÉTATS-UNIS

AU MOINS 10 BLESSÉS DANS UNE FUSILLADE EN LOUISIANE

Une fusillade a fait au moins dix blessés jeudi dans la zone de restauration d'un centre commercial de Baton-Rouge, dans l'Etat américain de Louisiane, a indiqué la police. « Deux groupes de personnes ont eu une altercation dans la zone de restauration et ont commencé à se tirer dessus. Malheureusement, des innocents se trouvaient à proximité et ont peut-être aussi été touchés », a déclaré Thomas Morse Jr, chef de la police de Baton-Rouge. Les blessés ont été transportés dans des hôpitaux des environs. Deux d'entre eux sont grièvement blessés et vont devoir être opérés, a précisé M. Morse.

GRÈCE

SÉISME DE MAGNITUDE 5,8 AU LARGE DE LA CRÈTE

Un séisme de magnitude 5,8 s'est produit vendredi au large des côtes de la Crète, en Grèce, a indiqué l'institut géologique américain USGS. La secousse a été détectée à 06H18 locales (03H18 GMT) à une profondeur de 12 kilomètres, à environ 11,5 kilomètres au sud-est de la ville côtière d'Ierapetra, a précisé l'USGS. Début mars, une secousse de magnitude 5,3 s'est produite dans le nord-ouest de la Grèce, sans toutefois faire de victimes ou d'importants dégâts.

Sécheresse en Somalie

Des dizaines de milliers de personnes déplacées

La sécheresse, qui sévit en Somalie, a déjà provoqué le déplacement de 62.000 personnes dans seulement cinq districts du pays, a annoncé vendredi l'Organisation internationale des migrations (OIM), précisant que ce nombre pourrait atteindre les 300.000 sur tout le territoire.

« La sécheresse est désormais responsable des trois quarts des nouveaux déplacements de population dans les cinq districts les plus touchés de Somalie », a déclaré devant des journalistes à Genève Brian Kelly, coordinateur principal des programmes de l'OIM en Somalie. Selon l'OIM, sur les 90 districts que compte le pays, ceux de Baidoa, Dayniile, Kahda, Diinsoor et Doolow, sont parmi les plus durement touchés par cette sécheresse qui survient après deux saisons des pluies consécutives sans précipitations suffisantes. Cette situation « entraîne de mauvaises récoltes et l'effondrement des moyens de subsistance, aggravant la faim et exerçant une pression croissante sur des infrastructures déjà limitées », explique l'organisation onusienne. Et la situation risque de s'aggraver, a prévenu l'OIM, dont les projections indiquent qu'« environ 125.000 personnes supplémentaires pourraient être déplacées par la sécheresse d'avril à fin juin, malgré les prévisions de pluie ».

Nombre d'entre elles se dirigent vers des zones urbaines comme Mogadiscio et Baidoa et des camps de déplacés déjà saturés, où l'accès à un abri, à l'eau et aux services essentiels demeure limité, selon l'organisation. Dans les zones sinistrées, les structures de santé constatent une augmentation des cas de malnutrition, notamment chez les enfants, a-t-elle ajouté. Fin février, le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), organisme de l'ONU qui mesure la faim et la malnutrition dans le monde, indiquait que la population classée comme étant dans une situation « de crise ou pire » avait « presque doublé entre début 2025 et février/mars 2026 pour atteindre le chiffre stupéfiant de 6,5 millions de personnes ». Selon M. Kelly, les agences des Nations unies et les ONG partenaires n'ont reçu que 14% du financement total demandé pour l'aide humanitaire en Somalie cette année.



PRÉSIDENTIELLE

AU BÉNIN

ROMUALD WADAGNI OFFICIELLEMENT ÉLU

Le candidat de la majorité à l'élection présidentielle du Bénin, le ministre de l'Economie et des Finances Romuald Wadagni, a été déclaré officiellement élu jeudi à la tête de ce pays côtier d'Afrique de l'Ouest, selon les résultats définitifs proclamés par la Cour constitutionnelle. L'institution a confirmé les résultats provisoires annoncés la semaine passée, qui le donnaient très largement vainqueur. La plupart des observateurs estimaient que le scrutin présidentiel du 12 avril était joué d'avance: le seul opposant, l'enseignant et ex-ministre Paul Houknpè, apparaissait comme un candidat de faible envergure et le principal parti d'opposition, Les Démocrates, n'a pas pu y participer faute d'un nombre suffisant de parrainages. La Cour constitutionnelle « proclame définitivement élus M. Kossi Mbueke Romuald Wadagni président de la République, Mme Mariam Chabi Talata vice-présidente », a déclaré le président de la Cour, Cossi Dorothé Sossa, au siège de l'institution.

Climat

Un épisode El Nino «de plus en plus probable» mi-2026

Le développement d'un épisode El Nino est « de plus en plus probable » à partir de la mi-2026, avec des incidences sur les températures et précipitations à l'échelle mondiale, a annoncé vendredi l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Selon la dernière mise à jour de cette agence de l'ONU, qui note « un net changement dans le Pacifique équatorial », les « températures de surface augmentent rapidement, laissant présager un retour probable d'El Nino dès la période de mai à juillet 2026 ». « Les prévisions pour ces trois prochains mois indiquent une prédominance quasi mondiale de températures supérieures à la normale à la surface des terres émergées » ainsi que des variations régionales des régimes de précipitations, précise l'OMM, se

basant sur les prévisions de plusieurs centres climatologiques. « Après une période de conditions neutres en début d'année » qui a suivi l'épisode La Nina de 2025/26, « on estime avec un degré de confiance élevé qu'un épisode El Nino va débiter, suivi d'une nouvelle intensification dans les mois qui suivent », a déclaré M. Wilfran Moufouma Okia, chef de la Section de la prévision du climat de l'OMM. « Selon les modèles, il pourrait s'agir d'un épisode de forte intensité », a-t-il expliqué, précisant que « le niveau de confiance dans les prévisions s'améliore après avril ». El Nino se caractérise par une hausse des températures de surface dans le centre et l'est du Pacifique équatorial. Il se produit d'ordinaire tous les deux à sept ans et dure environ neuf à douze mois. Le dernier épisode El Nino, en 2023

et 2024, avait fait de ces années les deux plus chaudes jamais enregistrées. Le phénomène cyclique affecte par effet domino le climat mondial pendant plusieurs mois. L'OMM a indiqué qu'elle publierait son prochain bulletin « Info-Nino/Nina » à la fin du mois de mai « afin de fournir des orientations plus fiables pour la prise de décisions durant la période de juin à août et au-delà ». Par ailleurs, l'OMM prévoit pour la période de mai à juillet des températures à la surface des terres émergées « supérieures à la normale quasiment partout ». « Le signal est particulièrement fort dans le sud de l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale et les Caraïbes ainsi qu'en Europe et en Afrique du Nord », ajoute l'organisation, selon laquelle les prévisions pluviométriques montrent, elles, de fortes variations régionales.

ONU

Dix pays concentrent les deux tiers des personnes les plus touchées par la faim

Les deux tiers des personnes ayant été confrontées à des crises alimentaires dans le monde l'an dernier vivaient dans seulement 10 pays, selon un rapport annuel soutenu par l'ONU. Les conflits sont restés le principal facteur de l'insécurité alimentaire aiguë, indique vendredi le Rapport mondial sur les crises alimentaires, qui s'appuie sur des données de l'ONU, de l'UE et d'organisations humanitaires. Et comme les conflits et les phénomènes climatiques extrêmes « risquent de maintenir ou d'aggraver la situation dans de nombreux pays », les perspectives pour 2026 sont « sombres », indique-t-il. « L'insécurité alimentaire aiguë demeure fortement concentrée dans 10 pays - l'Afghanistan, le Bangladesh, la République démocratique du Congo, le Myanmar, le Nigeria, le Pakistan, le Soudan du Sud, le Soudan, la République arabe syrienne et le Yémen », précise le rapport. Les améliorations enregistrées dans certains pays, comme le Bangladesh et la Syrie, ont été « presque entièrement annulées par des détériorations notables » en Afghanistan, en RDC, au Myanmar et au Zimbabwe, poursuit-il. Pour la première fois dans ce rapport, qui en est à sa dixième édition, une famine a été confirmée dans deux contextes distincts - à Ghaza où les forces de l'occupation sioniste mène une agression génocidaire et dans certaines régions du Soudan - au cours de la même année. Quelque 266 millions de personnes dans 47 pays ou territoires ont connu de hauts niveaux d'insécurité alimentaire aiguë en 2025 - près du double de la part enregistrée en 2016, selon le rapport. Ce dernier met également en garde contre la forte baisse des financements de l'aide humanitaire et indique que le conflit au Moyen-Orient risque d'aggraver les crises existantes en augmentant le nombre de déplacés dans une région qui accueille déjà des millions de réfugiés, et en faisant grimper le coût des engrais.

Ancien président de la FAF

M'hamed Mekireche n'est plus

L'ancien président de la Fédération algérienne de football (FAF) M'hamed Mekireche est décédé à l'âge de 93 ans, a annoncé vendredi l'instance fédérale sur son site officiel.

Le défunt avait présidé la Fédération algérienne de football durant la période allant du mois d'Avril 1986 à Juillet 1987. Lors de sa carrière footballistique, il a joué au sein du MC Alger comme gardien de but. Au nom des membres du Bureau Fédéral, le président de la FAF, M. Walid Sadi a adressé ses condoléances les plus attristées à la famille du défunt. Puisse Dieu, Le Tout Puissant, l'accueillir en Son Vaste Paradis et accorder à son âme le repos éternel. «A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons», a-t-il écrit dans son message.

Olympique de Marseille

Gouri ne jouera pas face à l'OGC Nice

L'attaquant international algérien de l'Olympique de Marseille, Amine Gouri, victime d'une blessure musculaire, a déclaré forfait pour la réception de l'OGC Nice, dimanche (19h45), pour le compte de la 31e journée de Ligue 1 française de football, rapporteur des médias locaux ce vendredi Touché musculairement lors du dernier déplacement à Lorient (défaite 2-0), Gouri (26 ans) avait été contraint de céder sa place à la 59e minute.

Le staff technique de l'OM, dirigé par le Sénégalais Habib Beye, a préféré ne prendre aucun risque avec le joueur algérien, dont l'état physique sera réévalué en début de la semaine prochaine. Cette défection intervient à un moment clé de la saison pour le club marseillais (6e, 52 pts), engagé dans une phase décisive pour décrocher une place pour la prochaine édition de la Ligue des



Coupe d'Algérie 2025-2026

CRB-USMA : le choc des références en finale

La Coupe d'Algérie s'apprête à vivre un épilogue de très haut standing avec une finale opposant le CR Belouizdad à l'USM Alger, deux clubs qui incarnent, depuis des décennies, l'excellence et la régularité dans cette compétition. À l'issue de demi-finales disputées et spectaculaires, les deux formations algéroises ont confirmé leur statut de spécialistes, se donnant rendez-vous pour une nouvelle page d'histoire.



Butt en finale lors de la précédente édition, les Belouizdadi ont une nouvelle fois démontré leur solidité mentale et leur capacité à répondre présents dans les grands rendez-vous. En déplacement au stade Chahid-Hamlaoui, le CRB a su imposer sa loi face au CS Constantine, s'imposant 3-2 dans une atmosphère hostile. Très entreprenants dès le coup d'envoi, les hommes de Laâquiba ont rapidement été récompensés par l'ouverture du score de Belhocini, à l'affût dans la surface dès la 18e minute. Une avance logique à la pause, reflet d'une équipe bien organisée et cliniquement efficace.

La réaction constantinoise ne s'est toutefois pas fait attendre après la reprise, avec une égalisation sur penalty signée Dib. Mais loin de douter, le Chabab a immédiatement repris le contrôle des débats. Ben Hamouda, particulièrement inspiré, a redonné

l'avantage aux siens d'un subtil ballon piqué, avant de doubler la mise de la tête quelques minutes plus tard, mettant son équipe sur orbite. Malgré un dernier but de Tosin dans le temps additionnel, le CRB a su gérer la fin de match pour décrocher une qualification méritée et atteindre une cinquième finale consécutive, une performance exceptionnelle qui illustre sa domination récente sur la scène nationale.

«Soustar» fait parler son expérience dans la difficulté

De son côté, l'USM Alger a dû puiser dans ses ressources pour venir à bout du courageux CA Batna. Dans un stade du 1er-Novembre 1954 archicomble, les Rouge et Noir ont pris l'avantage très tôt grâce à une frappe puissante du Sénégalais Aimé Etane Tendeng. Mais les Batnéens, portés par leur public, ont refusé de céder, égalisant avant la pause par Ghetout et imposant un combat intense et équilibré.

La seconde période, très disputée, n'a pas permis de départager les deux équipes, conduisant logiquement à la

prolongation. C'est alors que l'expérience et la profondeur de banc usmistes ont fait la différence. Entré en jeu, Mohamed Bouderbala s'est mué en héros de la soirée, inscrivant un somptueux retourné acrobatique avant d'ajouter un second but dans le temps additionnel de l'extra-time. Une qualification arrachée avec autorité, qui permet à l'USMA d'atteindre, en l'espace de quelques jours, une deuxième finale après celle de la Coupe de la Confédération.

La finale CRB-USMA s'annonce ainsi comme un sommet du football algérien. Les Rouge et Noir disputeront la 19e finale de Coupe d'Algérie de leur histoire, tandis que le Chabab atteindra la 15e, confirmant la longévité et le poids historique des deux clubs. Ce sera également la septième confrontation entre ces deux voisins en finale, un classique chargé de rivalité et de symboles. Entre l'expérience du tenant du trophée et la détermination d'un CRB en quête de revanche, ce rendez-vous promet une opposition intense et un dénouement à la hauteur de la légende de l'épreuve.

H.M.

L-1 Mobilis/ Saison 2026-2027

Le coup d'envoi fixé au 20 août

Le championnat de Ligue 1 Mobilis de football, saison 2026-2027, débutera le jeudi 20 août 2026, avec le déroulement de la première journée de la compétition, a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF), vendredi dans un communiqué.

La décision a été prise au cours de la réunion du Bureau fédéral, tenue jeudi en fin d'après-midi, au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, sous la présidence de Walid Sadi. Parmi les principales mesures introduites, chaque club disposera désormais d'un quota de trente (30) licences seniors pour l'ensemble de la saison. Les formations seront appelées à gérer cette effectif pendant les deux pé-

riodes d'enregistrement des joueurs, dont la première est fixée du 1er juillet au 31 août 2026, précise la même source. Concernant les joueurs étrangers, leur nombre reste limité à quatre (4) par club. Toutefois, ces derniers répondront à des critères précis, notamment justifier d'au moins cinq sélections officielles avec une équipe nationale (A, A, olympique ou U20) au cours des trois dernières années précédant leur recrutement (2024, 2025 et 2026). Dans le cadre de la promotion des jeunes talents, les clubs seront également tenus d'intégrer au minimum trois (3) joueurs de première année seniors, nés en 2006, et de les enregistrer obligatoirement dès la première période des transferts. Enfin, la Ligue de football professionnel (LFP) et la FAF ont indiqué que l'ensemble des dispositions réglementaires relatives à cette nouvelle saison sera prochainement publié sur leurs plateformes officielles.

CAN 2026 (U17)

L'EN défaite par l'Égypte

L'équipe nationale de football des moins de 17 ans (U17), s'est inclinée face à son homologue égyptienne sur le score de 1-0, mi-temps (0-0), en match amical disputé au Caire, dans le cadre de sa préparation pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2026.

L'unique mais a été inscrit par Adem Youcef (85') pour l'Égypte. Les deux sélections joueront un deuxième match le 27 avril toujours au Caire.

Les cadets algériens ont validé leur qualification pour la prochaine Coupe d'Afrique des nations en terminant deuxième au tournoi de l'UNAF, disputé récemment à Benghazi (Libye).

La sélection algérienne des moins de 17 ans de football, entamera la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2026 de la catégorie, face à son homologue ghanéenne le 14 mai prochain à 20h00.

Evoluant dans le groupe D de la compétition continentale, les cadets algériens enchaîneront contre l'Afrique du Sud le 17 mai à 17h00, avant de boucler la phase de poules face au Sénégal le 20 mai à 20h00.

Pour rappel, les 16 équipes qualifiées pour la CAN-2026 ont été réparties en quatre groupes de quatre équipes chacun.

Championnats d'Afrique de judo (individuels seniors)

Cinq médailles pour l'Algérie, dont trois en or

La sélection algérienne (messieurs/dames) de judo a décroché cinq médailles (trois or et deux bronze) lors de la première journée des Championnats d'Afrique (seniors) actuellement en cours dans la capitale kenyane, Nairobi. Les breloques en métal précieux ont été l'œuvre de Yassamine Djellab (-63 kg), Kais Moudetere (-66 kg) et Driss Messaoud (-73 kg), après leurs victoires finales, respectivement contre la Tunisienne Maram J'Mour, l'An-

golais Pedro Edmilson et le Marocain Hassan Doukkali.

La moisson algérienne a été bonifiée par deux médailles de bronze, remportées par Younes Benlaribi chez les moins de 60 kilos (messieurs) et Lycia Anaïs Guebli chez les moins de 52 kilos (dames).

Six autres représentants algériens sont montés sur le Tatami ce vendredi, mais sans parvenir à atteindre le podium, se contentant d'un classement honorable, entre la 5e et la 9e

place.

Il s'agit de Houaria Kaddour (-48 kg), Rahma Ghalima (-48 kg), Amina Berrahoual (-57 kg) et Belkadi Amina (-63 kg) chez les dames, ainsi que Mounir Benyahia (-60 kg) et Oussama Abdelhak Hezil (-73 kg) chez les messieurs.

L'Algérie a engagé un total de 18 athlètes dans cette compétition. Les sept représentants nationaux restants feront leur entrée en lice samedi, lors de la deuxième et dernière journée des épreuves individuelles.

Il s'agit d'Abdeslam Belbelhout (-81 kg), Rayane Benatia (-100 kg), Mohamed El Mahdi Lili (+100 kg) et Mustapha Yasser Bouamar (+100 kg) chez les messieurs, ainsi qu'Amina Rezzoug (-70 kg), Lydia Kechout (-78 kg) et Dyhia Benchalal (+78 kg).

La journée du dimanche 25 avril sera consacrée entièrement aux épreuves par équipes. Le rendez-vous de Nairobi a drainé la participation de 251 athlètes (152 messieurs et 99 dames), représentant 34 pays africains.

LIGA

Le Real Madrid stoppé, Mbappé se blesse

Soirée noire pour le Real Madrid: le club madrilène, déjà distancé dans la course au titre par le FC Barcelone, a concédé le match nul (1-1) dans le temps additionnel sur la pelouse du Betis Séville et perdu Kylian Mbappé, touché aux ischio-jambiers.

Rejoint par les locaux sur la dernière action du match, conclue par l'ancien Barcelonais Hector Bellerin (90e+4, 1-1), le Real (2e, 74 points) donne l'occasion au Barça (1er, 82 points) de s'envoler définitivement vers le titre en cas de succès samedi (16h15) à Getafe. Le géant espagnol menait pourtant depuis la 17e minute de jeu grâce à un but opportuniste du Brésilien Vinicius Junior (17e, 1-0), mais il n'a jamais su se mettre à l'abri et a surtout vu son avantage préservé par des arrêts décisifs du gardien ukrainien Andriy Lunin.

Mbappé n'était pas présent lors du but égalisateur du Betis (5e, 50 points), car il avait réclamé le changement à son entraîneur Alvaro Arbeloa à la 80e minute après avoir stoppé sa course.

Le capitaine de l'équipe de France et meilleur buteur de la Maison Blanche n'avait pas de blessure apparente et n'avait pas reçu de coup, mais il a quitté le terrain en grimaçant. Une sérieuse alerte à un mois et demi du Mondial-2026 aux États-Unis, au Canada et au Mexique, le dernier objectif de sa saison.

Interrogé par l'AFP, le club espagnol a indiqué que Mbappé souffrait d'une «surcharge musculaire aux ischio-jambiers de la jambe gauche», écartant dans l'immédiat une blessure plus grave, dans l'attente d'exams complémentaires.

«Je n'en sais rien, il avait des douleurs, et nous espérons que cela évoluera au mieux dans les prochains jours», avait réagi son entraîneur Alvaro Arbeloa en conférence de presse, sans donner plus de détails.

COUPE DU MONDE 2026

Des billets pour la finale à 2 millions de dollars !

Vous n'avez pas encore de billet pour la Coupe du monde 2026, mais vous êtes fan et vous rêvez secrètement que la France atteindra la finale le 19 juillet prochain ? Il y a peut-être encore moyen d'assouvir votre rêve. Mais à quel prix ? En réalité, quelques billets viennent d'être mis en vente dernièrement sur la plateforme de revente agréée par la FIFA, rapporte CNN, dont quatre derrière l'un des buts. L'occasion rêvée de voir Kylian Mbappé, Michael Olise ou Ousmane Dembélé marquer un but... trop beau pour être vrai ?

Oui et non. Non, car ces billets sont bien réels. Oui, parce que ces places situées en catégorie 1 sont revendues entre 16 000 et 24 000 dollars, soit entre 13 000 et 20 000 euros. Mais il y a pire, a repéré CNN. Un billet, situé, lui, en catégorie 3, presque tout en haut du stade, est revendu... 2,3 millions de dollars, soit près de 2 millions de dollars. Si ce tarif peut paraître faramineux, invraisemblable même, chaque revendeur est libre de fixer le prix qu'il souhaite sur cette plateforme et la FIFA n'a aucun regard dessus.

Environ 10 000 euros le billet le moins cher pour la finale

La seule chose que contrôle la FIFA sur ces billets, c'est un pourcentage de la revente et de l'achat du ticket, à chaque fois 15%. «Le marché de revente de la FIFA offre un environnement sûr, transparent et sécurisé pour les fans qui souhaitent vendre ou transférer des billets à d'autres



fans», assure la FIFA au service sport de CNN. Elle ajoute que «les frais de facilitation de revente applicables sont alignés sur les normes de l'industrie dans tous les secteurs du sport et du divertissement en Amérique du Nord». Toute personne peut revendre ou acheter sur cette plateforme, exception faite pour les Mexicains qui ne peuvent pas revendre un billet plus cher que la valeur nominale du billet. A ce stade, le billet le plus bas pour assister à la finale au MetLife Stadium est affiché à 11 000 dollars (9 400 euros) et à 15 000 dollars (12 800 euros) pour un fauteuil

roulant. Il faut dire que la FIFA a remis en vente des billets pour cette finale du 19 juillet la semaine dernière... à 10 990 dollars l'unité (9 300 euros). Des prix exorbitants qui posent question à moins de deux mois du début de l'événement alors que cette Coupe du monde se voulait comme la plus abordable de l'histoire. D'autant que, comme nous l'avions évoqué, dans certaines villes, les prix des transports bondissent. L'Etat de New York réfléchirait à faire passer à 100 dollars le prix du billet de train reliant New York au MetLife Stadium.

OLYMPIQUE MARSEILLE

Frank McCourt secoue ses joueurs

Le propriétaire de l'OM Frank McCourt était sur place ce vendredi à la Commanderie alors que son club, 6eme de Ligue 1, pique à nouveau sa crise. L'homme d'affaire américain a parlé aux joueurs et leur a rappelé leur devoir de tout donner pour aller accrocher une place en Ligue des champions et les a mis devant leurs responsabilités. Il leur a expliqué que le visage affiché le week-end passé à Lorient (défaite 2-0) n'était pas digne du niveau de l'équipe et d'un club comme l'OM. Frank McCourt a aussi expliqué qu'il partageait totalement la sortie médiatique du directeur du Football Medhi Benatia samedi au Moustoir. Pour tendre la main aux joueurs et dans un

souci d'apaiser les choses - mais aussi, car le travail des derniers jours à l'entraînement a été jugé positif par le staff - Habib Beye a décidé d'annuler la nuit de vendredi à la Commanderie. Les joueurs ont été autorisés, donc, à rentrer chez eux. La mise au vert devait reprendre hier samedi en veille de match avec une nuit au centre RLD pour être focus à 100 % sur le match OM-Nice, dimanche soir en clôture de la 31e journée de Ligue 1. Comme expliqué par Facundo Medina dans son interview à RMC Sport, le fait de devoir enchaîner autant de jours et de nuits, loin des familles pouvait être un sujet de crispation chez certains joueurs, et les cadres ont donc obtenu leur requête de pouvoir être près des leurs. Une manière aussi pour le staff sportif de montrer que le club sait se montrer compréhensif, mais qu'il faudra en retour un investissement sans faille des joueurs lors des prochains matchs. A quatre journées de la fin du championnat, l'OM, sixième, compte deux points de retard sur Lille, quatrième.



FC BARCELONE

Arteta futur entraîneur ?

L'entraîneur d'Arsenal est présenté comme le successeur naturel sur le banc du FC Barcelone, Rafael Nadal assurant qu'Arteta possède l'«ADN» requis pour diriger le club. Sous la pression de remporter la Premier League à Londres, Arteta voit néanmoins sa réputation en Catalogne préservée, indépendamment de son palmarès actuel.

Son travail de transformation des Gunners en prétendants réguliers au titre a été remarqué en Espagne. Pour Nadal, la formation d'Arteta auprès de Pep Guardiola, asso-

ciée à son propre évolution tactique à l'Emirates, s'aligne parfaitement avec les principes «cruyffiens» que Barcelone a toujours recherchés chez ses entraîneurs. Dans une interview accordée à BetBrothers, Nadal a souligné que les plus grandes périodes du FC Barcelone avaient souvent été lancées par des entraîneurs au palmarès encore modeste au moment de leur arrivée. Il a pris les exemples de Guardiola et Luis Enrique pour rappeler que la clé d'une nomination réussie réside avant tout dans la compatibilité des styles et la force de la personnalité.

«Le FC Barcelone a eu certains des meilleurs entraîneurs sans qu'ils aient été précédés de titres», a-t-il déclaré. «Guardiola venait de l'équipe B, Luis Enrique aussi. Il s'agit de répéter une personnalité, un style capable de s'adapter naturellement.» Son passage «brillant» à Arsenal constitue une excellente carte de visite. Depuis son arrivée à Londres, Arteta a remanié l'effectif d'Arsenal et instauré une philosophie axée sur la domination et la possession du ballon, inspirée de l'école barcelonaise. Nadal a souligné que la capacité d'Arteta à gérer des attentes élevées et des ego

tout en reconstruisant une institution d'élite correspondait exactement aux besoins du Camp Nou.

«Arteta a commencé avec Guardiola, mais aujourd'hui, à Arsenal, il connaît une période brillante», a poursuivi Nadal. «Je pense que... pour un entraîneur, il n'est pas toujours essentiel de regarder si son CV est précédé de titres ou non. Il s'agit aussi de voir quelque chose de différent. Ce n'est pas seulement parce qu'il a été joueur à Barcelone, mais je continue de penser qu'il a sa place pour porter le poids de l'équipe.»

Benfica
Lisbonne

L'Argentin Prestianni suspendu 6 matchs

Le joueur argentin du Benfica Lisbonne Gianluca Prestianni, qui a fait l'objet d'une procédure disciplinaire après des insultes proférées contre le Brésilien du Real Madrid Vinicius Jr, a été suspendu six matchs dont trois avec sursis, a annoncé vendredi l'instance européenne.

L'ailier argentin avait été accusé d'avoir insulté Vinicius en couvrant sa bouche avec son maillot lors du barrage aller de la Ligue des champions en février entre le Benfica Lisbonne et le Real Madrid. L'arbitre avait interrompu la rencontre pendant dix minutes et le joueur avait ensuite été suspendu provisoirement pour le retour par l'UEFA. Les six matchs de suspension dont trois avec sursis incluent celui déjà purgé, a précisé l'instance.

Vinicius s'était plaint d'avoir été traité de «singe» au cours de la rencontre par Prestianni. Des accusations que ce dernier avait réfutées sur son compte Instagram, arguant que le Madrilène avait «malheureusement mal interprété ce qu'il a cru entendre».

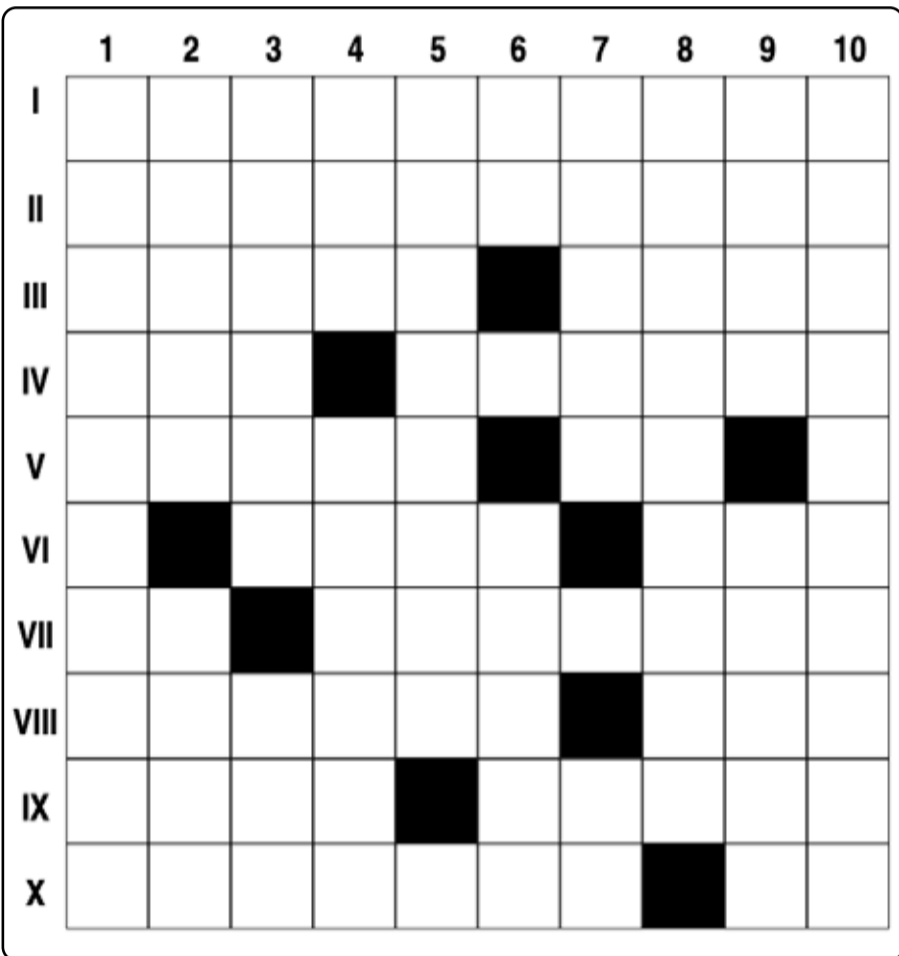
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Jeux de société. II. Un livre qu'on parcourt de A à Z. III. Impériale récompense. Premier ministre israélien. IV. Vieille armée. Obscurcir. V. Tubes de salle de bain. Accompagne le diplômé. VI. Dégaza. Futur réserviste. VII. Erbium. Légume qui pousse dans la terre et qu'on récolte parfois sous la glace. VIII. Chose peu commune. Rengaine. IX. Immérité. Tous à Rome. X. Perdues. Terminaison.

VERTICALEMENT

1. Gros oeuvre...ou grand oeuvre, c'est selon. 2. Surchargé. La troupe des sans grade. 3. Héros avisé de la guerre de Troie. Défunte Allemagne. 4. Les orgues de Staline, en abrégé. Bambocheur. 5. Monte en l'air (et y reste). 6. Devant la Vierge. Os de vertébré. 7. Pied de vers. Coutumes. 8. Bourgeoisie révolutionnaire. 9. Grand lac. Maladie de l'oreille. 10. Activité où excellait Louis XVI.



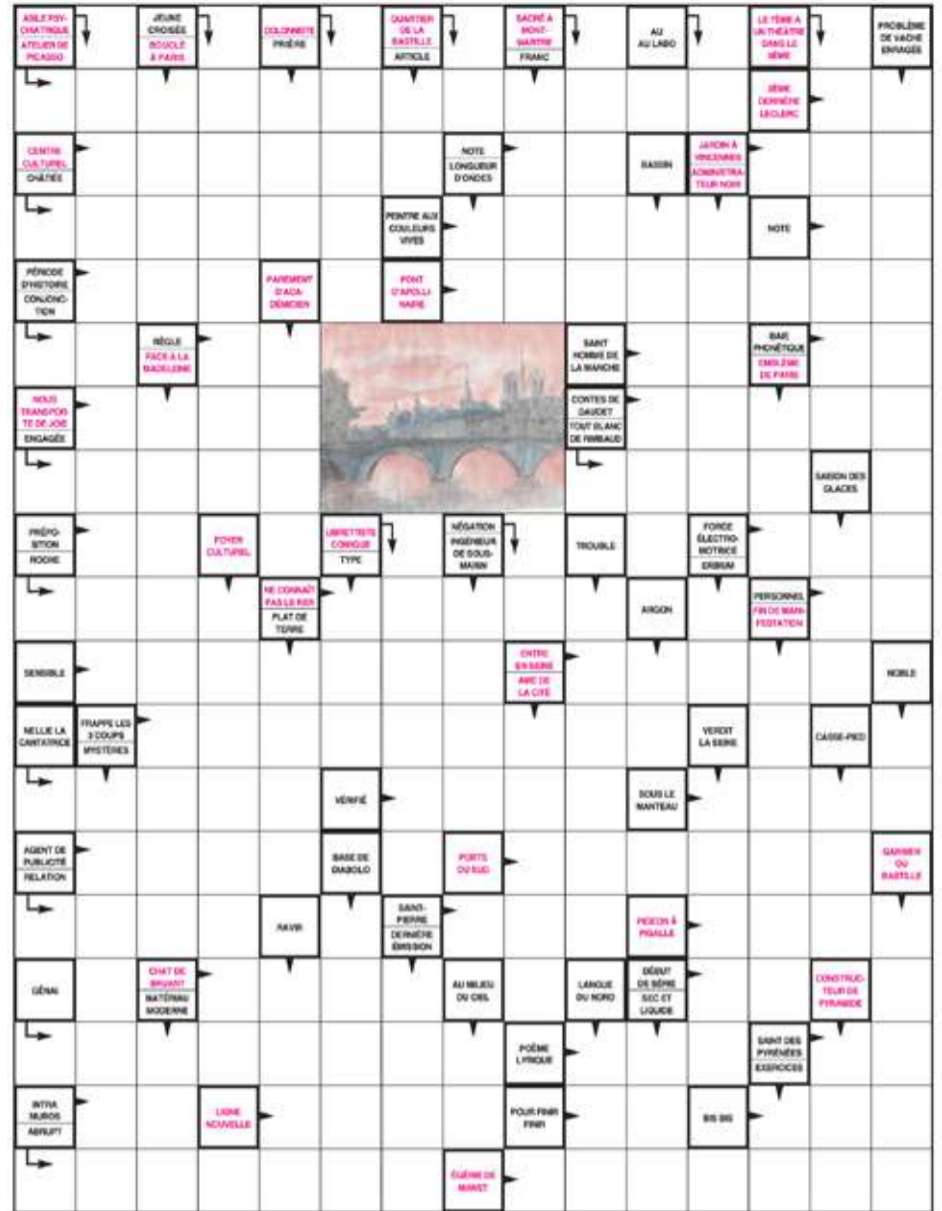
MOTS MÊLÉS

la ville qui ne dort jamais (New York)

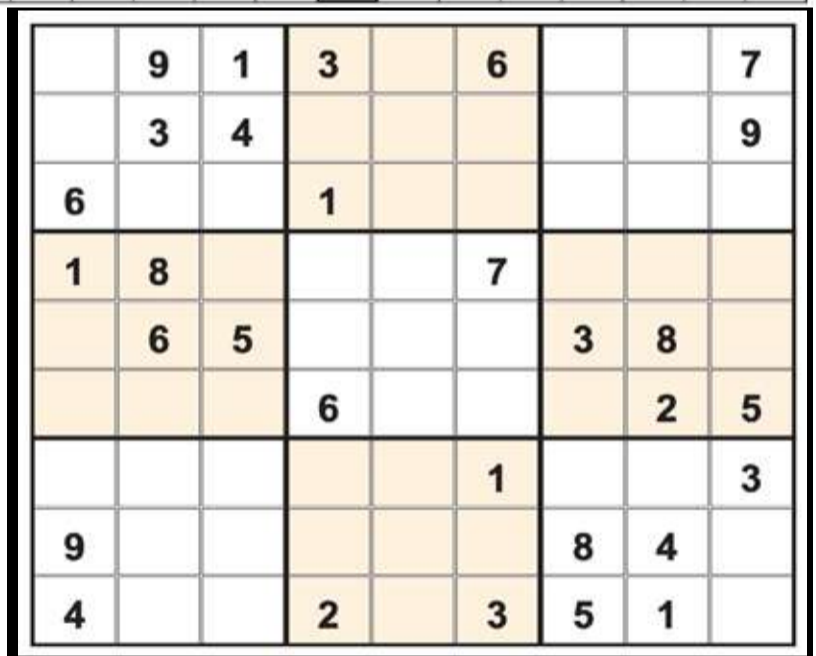
- | | | | | |
|---------|---------|----------|----------|---------|
| ALGUE | ECLUSE | ISTHME | MAREE | PHARE |
| AMERRIR | ECUME | JETEE | MARNAGE | POLDER |
| BAIE | ELEMENT | JUSANT | MASCARET | SABLE |
| BARRAGE | ESTRAN | LAGON | MEDUSE | TEMPETE |
| CRABE | ETALE | LAISSE | MER | VAGUES |
| DIGUE | HOULE | LITTORAL | PASSE | VASIERE |



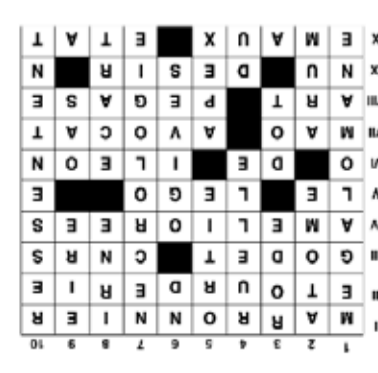
LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO



SUDOKO - LES MOTS CROISÉS



SOLUTION

LES MOTS FLÉCHÉS



UN PARCOURS ENTRE THÉÂTRE, TÉLÉVISION ET CINÉMA

Massilya Aït Ali, un talent en pleine ascension

Massilya Aït Ali poursuit son parcours entre télévision, théâtre et cinéma. À travers ses différents rôles, elle affirme progressivement sa place dans le paysage artistique algérien. Son nouveau projet, déjà tourné et achevé avant le mois de Ramadhan, marque une nouvelle étape dans sa carrière.



PAR NASSIM TERKI

Massilya Aït Ali est aujourd'hui l'une des jeunes artistes les plus remarquées du théâtre, du cinéma et de la télévision algériens. En quelques années, elle a su imposer sa présence et démontrer sa polyvalence, passant avec naturel des planches au petit écran, puis au grand écran. Massilya a commencé sa carrière par la télévision. Elle s'est d'abord fait connaître dans « Saha Cheikh », une caméra cachée de fiction réalisée par Adel Mohsen à l'époque de Numidia TV. Elle a ensuite participé à plusieurs productions, dont le feuilleton « Haraat Echouhada » réalisé par Mehdi Tsabest, œuvre plus récente dans son parcours, ainsi que la série comique « Aïla presque Haïla », pour les deux premières saisons sous la direction de Hussein Mezeni. Elle a également pris part à « Tawenza nel hif » diffusé sur TV4 durant le mois de Ramadhan, à « La caméra cachée » sur Numidia avec Adel Mohsen, au feuilleton populaire « El Miftah Et Taher » de Akram Jaghim, à « Trig » sur Algérie One avec

Mouhazem Yahia et à « Ibn Badis » réalisé par Amar Mohsen. Ces rôles ont mis en valeur son naturel et son sens de la comédie. Au cinéma, elle a choisi des projets à forte dimension culturelle et historique. Dans « Mohamed Belouizdad » de Rachid Ben Hadj, elle incarne Fatiha Belouizdad, un rôle central dans ce film. Elle a également participé à « Hayet », produit par le Centre algérien pour le développement du cinéma et Noor Film, dirigé par le même réalisateur, expérience enrichie par la présence de Sarah Bougna. Parmi ses autres projets, on compte « Sidi Lakhdar Ben Khelouf » de Yasmine Chouikh, actuellement en montage, et « Houb Fi Casbah » de Belkacem Hadjadj, présenté lors du festival de Saïda en 2019. Pour Massilya, le théâtre reste sa première école. Elle a joué dans « Omerta – Le silence » de Ibrahim Cherki, « Aghlid – Les Rois » de Mustapha Laribi, ainsi que dans « El Naji » et « El Bouti » avec la coopérative Massart et le Théâtre régional d'Oran. Elle a également participé au spectacle « Ennadj », mis en scène par Adila Bendimerad avec le Théâtre régional d'Oran, une production qui a suscité un large écho et marqué le public. À

cela s'ajoutent les productions « El Salil » et « Laylat Al-Qadr », soutenues par le ministère de la Culture et le ministère de la Jeunesse et des Sports. Massilya considère le théâtre comme un contact direct avec le public et un test de sincérité artistique. Cette diversité d'expériences a permis à l'actrice de mûrir et de mieux choisir ses projets. Chaque rôle qu'elle interprète reçoit une part de son engagement et de sa sensibilité. Elle cherche à participer à des œuvres qui laissent une trace positive et qui reflètent la richesse de la culture algérienne. Aujourd'hui, Massilya prépare un nouveau projet avec Merzak Alouache, Imen Noël et Souhila Fares. Le tournage est terminé avant le mois de Ramadhan et les comédiens ont déjà achevé leur part. Le film devrait sortir cet été. Pour elle, ce rôle est un défi et une manière de mettre en valeur son identité culturelle. Dans ses propos, Massilya résume sa démarche avec clarté : « Je souhaite offrir des œuvres qui reflètent la beauté et la diversité de l'Algérie, et rester toujours proche du public qui est le principal soutien de ma carrière ».

Jazz à Alger

Trois groupes au programme de la villa Abdellatif

À l'occasion de la Journée internationale du jazz, l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) propose, le 30 avril à 19h30, une soirée musicale dans les jardins de la villa Abdellatif à Alger. Plus qu'un simple concert, l'événement se présente comme un moment d'observation d'une scène en évolution, entre héritage et nouvelles pratiques. Le choix du lieu n'est pas anodin. Ancienne résidence d'artistes, la villa Abdellatif reste associée à la création et à l'expérimentation. C'est dans ce cadre que trois formations sont programmées, avec des approches différentes mais un point commun : travailler le jazz comme une matière ouverte. Le trio TinniT ouvrira la soirée. Leur musique s'appuie sur un mélange de textures électroniques et d'influences nord-africaines. Leur premier album, sorti en février 2025, marque cette orientation, le groupe y propose un jazz qui s'éloigne des formes classiques pour intégrer d'autres sonorités. Le résultat est construit, parfois proche d'une écriture musicale pensée comme une bande sonore. Dans un registre différent, Maâlam Jazz Quartet adopte une approche plus intérieure. Le groupe s'inscrit dans une tradition du jazz marquée par la recherche de profondeur et par le travail sur l'improvisation. Leur musique avance à un rythme posé, avec une attention particulière portée aux silences et aux variations. L'ensemble reste fidèle aux bases du genre, tout en proposant une lecture personnelle. La soirée se terminera avec Abdelhakim's Steps. Le projet repose sur un équilibre entre reprises et compositions originales. Le groupe revisite des standards tout en introduisant ses propres morceaux, avec une volonté de rester accessible sans simplifier les propos. L'accent est mis sur la précision du jeu et sur l'échange entre les musiciens. À travers cette programmation, l'AARC met en avant une idée simple : le jazz en Algérie ne se limite pas à une forme unique. Il se transforme, se mélange à d'autres influences et continue de chercher sa place dans le paysage musical actuel. L'événement s'inscrit aussi dans une logique de rencontre. En réunissant artistes et public dans un même espace, il propose un temps d'écoute et de partage. Dans un contexte où l'offre culturelle reste parfois limitée, ce type d'initiative permet de maintenir une activité régulière autour de la musique vivante. Le 30 avril, à Alger, le jazz sera donc moins célébré comme un genre figé que présenté comme un terrain en mouvement. Une manière, pour les organisateurs, de montrer que cette musique continue de se réinventer, ici aussi.

Cinéma documentaire en Algérie

Aïn Témouchent accueille les Journées Syphax

À Aïn Témouchent, le coup d'envoi de la deuxième édition des « Journées Syphax du film documentaire » a été donné jeudi soir. Pendant trois jours, la ville accueille une sélection de films documentaires réalisés par des cinéastes algériens, dans un cadre qui met en avant le travail local et la formation des jeunes. Au total, 16 œuvres ont été retenues pour la compétition. Pourtant, la sélection n'a pas été simple. Selon le coordinateur de la manifestation, le réalisateur Salah Boufelah, 52 films ont été proposés au départ. Seuls ceux qui répondaient aux critères fixés ont été gardés. L'idée est de présenter des productions solides, capables de refléter le niveau actuel du

documentaire en Algérie.

La soirée d'ouverture s'est déroulée à la salle de cinéma Fellaoucen. Elle a été marquée par un moment de recueillement et de reconnaissance. Cette édition rend hommage à l'artiste Aïcha Adjouri, disparue, dont le parcours a marqué le milieu culturel. Le directeur de la culture et des arts de la wilaya, Abdelali Goudid, a rappelé l'importance de préserver la mémoire des artistes, tout en continuant à soutenir les nouvelles générations. L'événement est organisé par l'association culturelle « Adab wa Fen ». Au-delà des projections, les organisateurs ont mis en place une formation pratique. Une cinquantaine de jeunes, venus de 15 wilayas, participent à une

masterclass en cinéma. Pendant plusieurs jours, ils suivent des ateliers encadrés par des réalisateurs et des spécialistes. L'objectif est de leur transmettre des bases concrètes : écriture, tournage, montage. Dès la première soirée, un documentaire consacré à l'artiste « Kelthoum » a été projeté. Le film revient sur son parcours au théâtre et au cinéma, offrant au public un regard sur son travail et son engagement artistique. Les projections se poursuivent durant toute la durée de la manifestation. Les films sont présentés devant un jury, mais aussi devant le public, ce qui permet un échange direct autour des œuvres. Les organisateurs veulent ainsi créer un espace de discussion, simple et

ouvert.

Autre point à noter, la présence de nouvelles formes de création. Quatre films réalisés à l'aide de techniques d'intelligence artificielle sont également programmés. Ce choix montre que la manifestation s'intéresse aux évolutions du cinéma, sans pour autant s'éloigner du documentaire classique. Avec cette deuxième édition, les « Journées Syphax » cherchent à s'installer dans le paysage culturel. L'événement reste modeste, mais il pose des bases claires : valoriser les productions nationales, former les jeunes et ouvrir la porte à de nouvelles idées.

Rédaction Culturelle

Trait d'esprit

« La vie est comme faire du vélo. Pour garder votre équilibre, vous devez continuer à avancer. »

Albert Einstein

Disparition de Fifi Chena, figure de la Fédération de France du FLN



Disparition de Fifi Chena, figure de la Fédération de France du FLN. Fifi Chena, figure de la Fédération de France du FLN, est décédée vendredi dernier à l'âge de 89 ans. Née en 1937 à Béjaïa, elle s'était engagée dès 1957 dans la lutte pour l'indépendance, jouant un rôle important dans le

soutien à la Révolution depuis l'étranger. Le ministre des Moudjahidine, Abdelmalek Tacherif, a salué sa mémoire et exprimé « la profonde compassion » de l'État envers sa famille et la communauté révolutionnaire.

Sonelgaz Béjaïa : entre modernisation des services et défi du recouvrement



PAR I. MEHDAOUI

La direction de Sonelgaz fait face à un double enjeu : assurer la continuité du service public de l'électricité et du gaz, tout en maîtrisant un volume important de créances. Malgré les dispositifs mis en place pour faciliter le paiement, les impayés dépassent aujourd'hui les 500 milliards

de centimes, un niveau qui interroge sur l'équilibre financier de l'entreprise. Avec un portefeuille estimé à plus de 400 000 abonnés et des investissements annuels avoisinant les 100 milliards de centimes, l'entreprise poursuit une stratégie axée sur la modernisation de ses infrastructures et l'amélioration continue de la qualité de service. Dans ce contexte, le règlement régulier des factures apparaît comme un levier essentiel pour soutenir ces efforts et garantir la pérennité des projets engagés. Consciente des contraintes économiques rencontrées par certains usagers, la direction de distribution de Béjaïa a mis en place plusieurs mesures d'accompagnement : échelonnement des paiements, suivi personnalisé au niveau des agences commerciales et diversification des modes de règlement. La transition numérique constitue également un axe majeur de cette stratégie. L'application BaridiMob en est l'illustration la plus concrète. En moins d'un an, son utilisation a connu une progression notable : plus de 31 000 transactions ont été enregistrées au 22 avril 2026, contre seulement 1 400 opérations lors de son lancement en juillet 2025. « Cette évolution témoigne d'un changement progressif des habitudes vers des paiements à distance, plus rapides et sécurisés », indique Mme Laidi Ghanima, responsable de la communication à la direction de Béjaïa. Parallèlement, d'autres solutions restent disponibles, notamment les guichets d'Algérie Poste, les terminaux de paiement électronique dans les agences et diverses plateformes numériques. L'entreprise appelle enfin ses clients à faire preuve de responsabilité en réglant leurs factures dans les délais et en mettant à jour leurs données administratives, notamment le numéro d'identification nationale (NIN), afin de renforcer la fiabilité des échanges.

11 personnes interpellées à Alger pour trafic de faux documents administratifs

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé un réseau spécialisé dans la falsification de documents officiels. Onze individus, dont six femmes, ont été arrêtés pour faux et usage de faux au niveau du service d'état civil d'une commune de la capitale, selon un communiqué publié hier. L'enquête, ouverte après des informations faisant état de falsifications d'actes de naissance, a permis la saisie de 11 passeports

biométriques, 16 certificats de nationalité, 3 cartes d'identité, 2 permis de conduire et 2 livrets fonciers falsifiés. Ces documents auraient servi à l'obtention frauduleuse de passeports pour des ressortissants étrangers. Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed. L'enquête se poursuit pour identifier d'éventuels complices.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

DÉGRADATION DE LA SITUATION SÉCURITAIRE AU MALI De Bamako à Kidal, le retour de combats simultanés

Des attaques menées le même jour dans la capitale et dans le nord du Mali ont plongé le pays dans une nouvelle phase de fortes tensions. Casernes visées, explosions à Bamako, avancées revendiquées par des groupes armés à Kidal et Gao : les affrontements se multiplient dans un contexte marqué par la rupture de l'accord de paix d'Alger et la fragmentation du paysage sécuritaire.

La situation sécuritaire s'est fortement dégradée au Mali ce samedi 25 avril. Plusieurs attaques ont été menées presque simultanément dans différentes localités du pays, notamment à Bamako, Kidal, Gao et Sévaré. Les combats se poursuivent et la tension reste particulièrement élevée. À Bamako, la capitale, des tirs et des explosions ont été entendus dès le début de la matinée. Des attaques ont ciblé plusieurs sites militaires stratégiques. À Kati, où se trouve le quartier général de l'armée ainsi que la résidence du chef de la junte, le colonel Assimi Goïta, une forte explosion a été signalée. Le domicile du ministre de la Défense, le général Sadio Camara, a également été partiellement détruit. Une autre attaque a visé la base militaire 101 de Sénou, située près de l'aéroport de Bamako. Des témoins font état de rafales de tirs et d'explosions à intervalles réguliers. Des hélicoptères militaires ont été aperçus survolant la zone. Dans la capitale, la population est restée confinée, et plusieurs quartiers ont été presque totalement désertés. L'armée malienne a confirmé que des « groupes armés terroristes non identifiés » ont attaqué plusieurs positions à Bamako et dans d'autres régions du pays. Elle affirme que les opérations militaires sont toujours en cours et appelle la population à rester calme et vigilante. Dans le nord du pays, la situation est tout aussi tendue. À Kidal, le Front de libération de l'Azawad (FLA), un groupe armé touareg, affirme avoir pris le contrôle du centre-ville ainsi que de certaines positions militaires. Le groupe revendique également des avan-



cées à Gao, une ville stratégique du nord du Mali. Des habitants rapportent des mouvements de troupes et des affrontements quasi continus dans plusieurs zones. Pour l'heure, l'armée malienne n'a pas confirmé de perte de contrôle de ces localités, mais reconnaît des combats sur plusieurs fronts. D'autres attaques ont été signalées à Sévaré, confirmant l'extension des violences à plusieurs régions du pays. Selon diverses sources, ces opérations auraient été menées par plusieurs groupes armés, dont le Mouvement de libération de l'Azawad et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans. Sur les réseaux sociaux, un responsable du FLA a déclaré que « la bataille pour la libération a commencé ». Il a également appelé le Niger et le Burkina Faso à ne pas intervenir. Ces deux pays font partie, avec le Mali, de la Confédéra-

tion des États du Sahel, une alliance régionale créée pour lutter contre le terrorisme. Face à cette dégradation sécuritaire, l'ambassade des États-Unis au Mali a recommandé à ses ressortissants de rester confinés, en raison des tirs et explosions signalés dans plusieurs villes. Cette nouvelle vague de violences intervient dans un contexte déjà fragile. En janvier 2024, les autorités maliennes ont annoncé la fin de l'accord de paix d'Alger signé en 2015. Cet accord, soutenu par l'Algérie, avait contribué à réduire les affrontements entre l'État et les groupes armés du nord. Sa rupture a ravivé les tensions et accru le risque d'un embrasement plus large. Pour l'heure, aucun bilan officiel des victimes n'a été communiqué. Les combats se poursuivent et la situation demeure très incertaine dans plusieurs régions du pays. N. T.

ELLE VEUT BRISER LE BLOCUS IMPOSÉ À L'ENCLAVE PALESTINIENNE

La « Flottille de la Résilience Mondiale » relance son défi humanitaire vers Ghaza

Les navires de la « Flottille de la Résilience Mondiale » (Somoud) ont accosté ce week-end dans le port sicilien de Syracuse, marquant une étape clé de leur « Mission Printemps 2026 ». Cette initiative vise à briser le blocus imposé à la bande de Gaza depuis 2007 et à y acheminer une aide humanitaire d'urgence. Partie de Barcelone le 12 avril, cette flottille rassemble des militants, activistes et volontaires venus du monde entier, déterminés à tenter d'ouvrir un couloir maritime vers l'enclave palestinienne. Cette tentative n'est pas la

première. En septembre 2025, une précédente expédition s'était soldée par une intervention des forces israéliennes en eaux internationales, entraînant l'arrestation et l'expulsion de centaines de participants. « Cette fois, nous sommes mieux préparés, plus nombreux, et la solidarité internationale n'a jamais été aussi forte », affirme le militant brésilien Thiago Ávila, engagé pour la troisième fois dans ce type d'initiative. Les organisateurs se félicitent déjà d'un premier succès symbolique, celui d'avoir contraint un cargo transportant du matériel à

destination d'Israël à modifier sa trajectoire. « Notre objectif reste d'atteindre Gaza. Nous ne reculerons pas », insiste Seif, membre du conseil d'administration de la flottille. La porte-parole en Italie, Maria Elena Delia, rappelle que « la situation à Gaza n'a pas changé : les morts continuent de tomber, malgré le cessez-le-feu d'octobre 2025 ». Elle dénonce également l'inaction internationale face à la crise humanitaire. La flottille, qui espère rassembler jusqu'à 100 navires en provenance d'Espagne, d'Italie, de Grèce et de Turquie, dénonce le si-

lence des gouvernements face à une situation qualifiée de dramatique. « Même avec trois bateaux, c'est le message qui compte », souligne-t-elle. Depuis 2007, le blocus imposé à Gaza asphyxie la population, une situation aggravée par la guerre déclenchée en octobre 2023. Des dizaines de milliers de victimes, des infrastructures détruites et des restrictions sévères sur les biens essentiels (nourriture, médicaments, carburant) alimentent l'urgence humanitaire. « Le plus grand risque, c'est de ne rien faire », résume l'activiste italien Antonio La Picciarella. ■